L'unité

N° 250 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 13 au 19 mai 1977

Programme commun : un outil efficace et sérieux

ESPAGNE: L'ARMÉE FACE A SES FANTOMES

VACANCES: HORS DES SENTIERS BATTUS



LA TRIBUNE DU CONGRES

Sommaire

6

SONDAGES : NE TIREZ PAS SUR LE PIANISTE !, PAR JEAN-MARC LECH, DIRECTEUR DE L'IFOP

7

ENTRETIEN AVEC ANDRE BERGERON

8-11

LA TRIBUNE DU CONGRES

- ▶ Pour des choix clairs, par Louis Mermaz
- ▶ Le choix des dirigeants, par Joël Pierson
- ▶ J'en donnerais ma langue à couper, par Didier Motchane
- ▶ Ni le Chili, ni le Portugal, par Gilles Martinet
- ▶ Le préalable nécessaire, par Pierre Palau

12

BOREL : MONSIEUR EST SERVI, PAR SERGE RICHARD

13

IMPOTS : UN SERVICE CADASTROPHIQUE, PAR CHRISTINE COTTIN

16

ARMEE ESPAGNOLE : LA CHASSE AUX FANTOMES REMPLACE LA CHASSE AUX SORCIERES, PAR MIGUEL GARCIA.

20

FESTIVAL DE CANNES : LE CINEMA FRANÇAIS EXISTE... IL FAUT POUVOIR LE RENCONTRER, PAR SERGE RICHARD

25

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE » : CETTE SEMAINE VASSILI VASSILIKOS

28

VACANCES : HORS DES SENTIERS BATTUS, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

32

CONFERENCE DE LONDRES : JIMMY, JAMES, VALERY ET LES AUTRES, PAR CHRISTIAN GOUX.

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 10), Barrigue (page 24), Carlos Brito (page 6), Coureuil (pages 1, 16, 28, 29, 30, 31), Demoulin (page 3), Keystone (page 18), Pascal Lebrun (pages 7, 8, 9, 11, 25, 27), Pym (page 12), Rush (page 9), Sipa (page 19), Solo (pages 4, 32), Viva (page 17).

Editorial

L'ESPRIT DE RESPONSABILITÉ

Occupés à tirer des conclusions contradictoires du grand débat télévisé Barre-Mitterrand qui servira sans doute de référence pendant plusieurs mois, les observateurs politiques ont déjà presque oublié l'événement qui avait dominé leurs commentaires du début de la semaine, à savoir l'interview du président de la République à « l'Express ».

De ce document se dégage une idée centrale, presque obsessionnelle : Valéry Giscard d'Estaing n'accepte pas qu'on l'accuse de manquer de fermeté et, pour repousser cette accusation, il n'hésite pas à affirmer que « l'action gouvernementale depuis 1974 a été plus ferme qu'à aucune autre époque », ce qui n'est aimable ni pour le général de Gaulle ni pour Georges Pompidou, dont il a pourtant été le ministre. Soucieux de démontrer cette fermeté, le Président en cite quelques exemples qui ne sont pas tous de la même veine.

Passons sur l'affirmation que ce serait grâce à son action que « les prisonniers ont réintégré leurs cellules » ou que « la pornographie a été chassée des murs de nos cités ». Passons aussi sur l'oubli de la valse-hésitation du gouvernement à propos, récemment, de la taxe sur les plus-values et, cette semaine, de la taxe professionnelle. Mais retenons que Giscard d'Estaing est également convaincu d'avoir mis fin à ce qu'il appelle « les agitations catégorielles », ce qui ne manque pas de piquant la semaine où, pour la première fois depuis plus de dix ans, l'ensemble des grandes centrales syndicales, y compris Force ouvrière, annoncent une grève générale de 24 heures pour le 24 mai prochain.

Cet entretien avec le directeur de « l'Express » confirme, en fait, l'extraordinaire distance qui sépare la réalité politique de la France de 1977 de l'idée que s'en fait le président de la République. Celui-ci reste persuadé que c'est par erreur et parce qu'ils n'ont pas lu le programme commun qu'une grande partie des Français s'apprêtent à voter pour la gauche et qu'il suffit, pour les ramener vers la majorité, de conduire à son terme la politique définie dans le plan Barre.

Or, l'expérience menée depuis maintenant près de neuf mois a déjà suffisamment démontré que cette politique n'est pas de nature à recréer dans le pays le climat de confiance qui est la condition première de tout redressement. Et cela parce qu'elle apparaît aux yeux de tous aussi incapable de lutter contre l'inflation que d'empêcher l'aggravation constante du chômage. Le président de la République pense que c'est parce qu'elle s'est divisée que la majorité n'est pas encore parvenue à restaurer cette confiance. Il refuse de voir ce qui est pourtant devenu une évidence, à savoir que sa division est née de l'échec même de sa politique et qu'elle est, pour cette raison, fort difficile à surmonter en dépit des appels répétés lancés à tous échos par les leaders de ses différents clans pour qu'elle retrouve son unité.

N'en déplaise à Giscard d'Estaing, la gauche propose aux Français — et c'est la démonstration qu'il revenait à François Mitterrand de faire jeudi soir face au Premier ministre — une politique cohérente et efficace, qui a le mérite, elle, de répondre aux préoccupations actuelles de la majorité des Français. Ce qui apparaîtra encore plus clairement lorsque le programme commun aura été actualisé et chiffré de façon un peu plus sérieuse que ne l'a fait mardi dernier « l'Humanité ».

Le Parti socialiste aborde la rencontre au sommet de mardi prochain, qui doit fixer la procédure et le cadre de cette actualisation, avec la volonté de faire prévaloir l'esprit de responsabilité qu'on attend aujourd'hui de la gauche face aux contradictions et à l'impuissance du Pouvoir. Il ne s'agit pas, François Mitterrand l'a dit et répété, de perpétuer la coupure de la France en deux, mais de lui permettre de choisir clairement entre deux types de société. L'« événement » télévisé de jeudi soir aura contribué à cette clarification mais le débat, qui n'est pas réservé aux seuls hommes politiques et dans lequel les travailleurs en particulier entendent bien dire leur mot, ne fait que commencer.

CLAUDE ESTIER

UN OUTIL EFFICACE ET SERIEUX

« En six mois, le programme commun ruinerait 20 ans d'efforts ». C'est aux préfets réunis au début d'avril que Raymond Barre a tenu ces sombres propos. Oublieux de l'état actuel de l'économie française, du nombre de chômeurs, du « plat » de la production, le « meilleur économiste de France » qui, en 8 mois, n'est arrivé a tenir aucun de ses engagements si ce n'est celui de freiner au maximum les hausses de salaires a ainsi ouvert, à sa manière, la campagne électorale. Avec de bien vieux arguments...

Faisant pendant aux brochures distribuées par le patronat, comme, par exemple, le dossier « hold-up sur l'entreprise » édité par « l'Union des chefs et responsables d'entreprise », Barre a voulu plaider « pour tous » et non pas pour quelques-uns. Laissant aux grands patrons la charge de faire peur aux petits sur le thème « Ils nous prendront tout, d'une manière ou d'une autre », le Premier ministre a choisi de brosser un tableau d'ensemble des malheurs dans lesquels l'application du programme commun entraînerait la France. Et le dernier argument qui pointe, ici et là, mérite que l'on s'y arrête. Savez-vous pourquoi les partis de gauche vont actualiser leur texte ? Tout simplement parce qu'il n'est ni cohérent ni applicable ! C'est à se demander pourquoi, avant qu'il ne devienne « cohérent et applicable », il fut autant critiqué !

Pourtant, les partis de gauche ont décidé d'actualiser leur programme de gouvernement. C'est qu'eux savent — et avec eux, semble-t-il, une majorité d'électeurs — que la cohérence du texte adopté en 1972 est réelle. Et qu'il importe d'adapter ce texte aux réalités de 1977.

Un « toilettage » nécessaire

En effet, rédigé il y a 5 ans, le programme commun contient des propositions aujourd'hui acquises : par exemple le droit de vote à 18 ans. Au « toilettage » nécessaire vient s'adjoindre la prise en compte de la dégradation de la situation économique. En 1972, les économies capitalistes semblaient encore au mieux de leur forme. Les contradictions que relevaient les partis de gauche pouvaient sembler toutes théoriques. Et, pour certains, les solutions proposées non indispensables. Pourquoi « réformer les structures » si ces dernières permettent le plein emploi, un taux d'inflation réduit, une croissance constante ? A l'époque, ces critiques furent émises. « C'est un coup pour rien que vous proposez, expliquait-on. Le système fonctionne. Pourquoi, en changer ? » Seulement, le système n'a pas fonctionné longtemps. Il ne pouvait y arriver qu'en maintenant un taux d'accumulation suffisant. Lorsqu'à ses contradictions internes s'est ajoutée la hausse du pétrole, le système a craqué. Et la logique proposée alors a pris toute sa valeur.

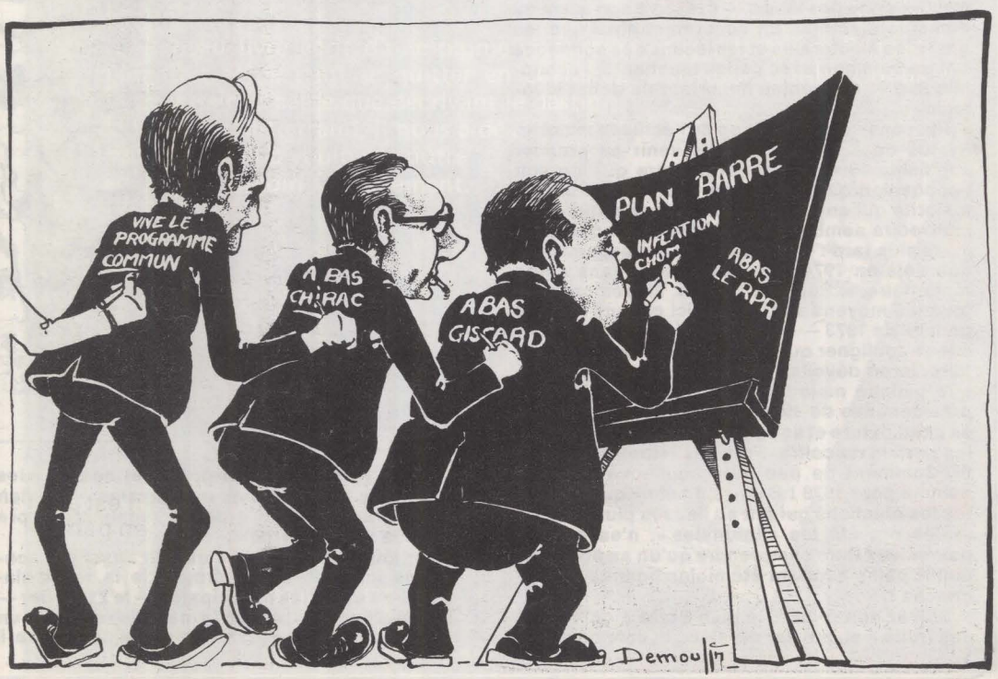
Le 7 avril, François Mitterrand, en répondant à Georges Marchais, ouvrait en quelque sorte la phase active de l'actualisation du texte commun. Mardi aura lieu la première réunion. Certes, depuis cinq ans, les partis signataires avaient, les uns et les autres travaillé sur ce thème. Chaque événement de la vie nationale et internationale, l'émergence de nouvelles revendications, la volonté des responsables des firmes « nationalisables » de mettre à l'abri une partie de leur pouvoir, et plus simplement la simple notion de responsabilité politique, ont amené chaque formation à élaborer de nouvelles propositions. Lors de l'élection présidentielle, François Mitterrand avait proposé un calendrier détaillé d'exécution. Plus près de nous, la crise dans la sidérurgie a conduit les formations de gauche à faire, les unes et les autres, des propositions. Mardi, par exemple, « l'Humanité » publiait « les comptes du programme commun mis à jour ». L'effort de chiffrage entrepris par les experts du Parti communiste est louable, même s'il n'est peut-être pas forcément exact. Pour mesurer avec précision les grands équilibres, car c'est de cela qu'il s'agit puisque ces comptes vont jusqu'en 1982, faudrait-il d'abord avoir terminé « l'actualisation ». Et admettre que quelques surprises risquent d'être réservées à la gauche le jour où elle arrivera au pouvoir : quel sera alors l'état de l'économie française ? Où en sera la balance des paiements ? Quelles seront les réserves monétaires ? On le voit, avant de chiffrer le total faut-il encore avoir terminé l'inventaire. Et s'être mis d'accord sur les étapes de réalisation.

Mais l'essentiel dans cette actualisation ne réside pas là. Parmi les propositions faites par François Mitterrand, il en est quelques-unes qui vont plus loin qu'une mise à jour de détails. Elles viennent conforter la logique adoptée en 1972. Un seul exemple suffira. Dans la partie économique, le P.s. propose la réduction progressive à 36 heures de la durée du travail. La mesure peut sembler banale et conjoncturelle : en réduisant le temps de travail, on peut espérer dégager des postes et ainsi résorber en partie le chômage actuel. En réalité une telle mesure a un autre sens : elle modifie brutalement la répartition de la valeur ajoutée. C'est-à-dire qu'elle remet en cause le taux d'accumulation actuel et le mode de production. C'est peut-être ce que certains appellent encore du « réformisme » ?

Dans un autre ordre d'idées, les propositions faites par le P.s. concourent à permettre la réalisation d'un double objectif : d'une part restaurer les équilibres fondamentaux d'une économie, d'autre part réaliser rapidement les mesures de relance de la consommation intérieure nécessaires. Ce que l'on a appelé les « promesses électorales » du programme commun — relèvement du Smic, des prestations familiales, minimum vieillesse, etc. — ont un double but. Tout d'abord — et c'est la plus élémentaire justice — réduire, vite, les inégalités les plus criantes. Puis faire fonctionner notre économie : en relançant la consommation on relancera la production.

La volonté affirmée de travailler à l'exportation en choisissant quelques pôles industriels correspond sans nul doute à l'intérêt des quelques firmes françaises qui peuvent, compte tenu de la division internationale du travail, tirer leur épingle du jeu. Mais il est évident que cela ne correspond pas aux intérêts de la majorité des Français.

→



UN OUTIL EFFICACE ET SERIEUX



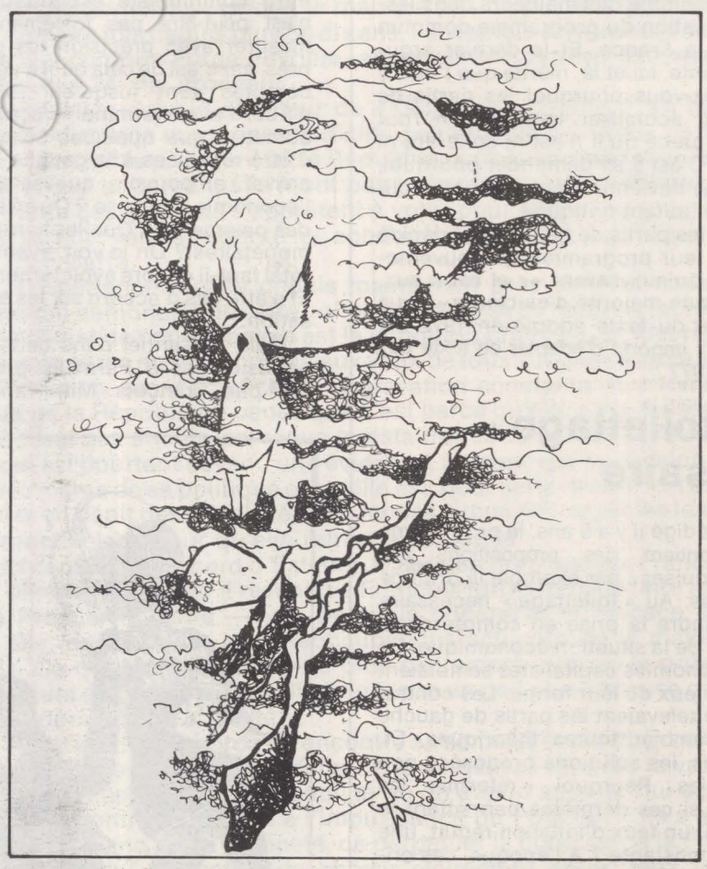
Certes, il ne s'agit pas, par une relance inconsidérée de la consommation intérieure, de déséquilibrer la balance des paiements. Le danger est en effet réel. Aujourd'hui, pour 1% d'augmentation de la consommation hexagonale, il faut compter une croissance de 2% de nos importations. Multiplier, sans mesures précises, les consommations individuelles, surtout dans l'état de notre tissu industriel, aurait comme risque une flambée d'inflation dont les salaires feraient, au bout du compte, les frais.

La nécessaire relance de la consommation passe donc par une réflexion sur la réduction des inégalités, les rapports hiérarchiques, les consommations collectives, le tissu industriel souhaité et les moyens à mettre en œuvre pour le constituer. A ces questions de fond s'ajoutent celles de forme : s'il n'est pas toujours facile d'élaborer avec précision un calendrier d'exécution — question banale : faut-il bloquer les prix d'entrée de jeu, ou faut-il attendre qu'un blocage soit rendu nécessaire par l'attitude de certains agents économiques ? — il n'en est pas moins indispensable de ne pas céder à la facilité. Proposer la création de 150 000 emplois publics et de 60 000 emplois par les collectivités locales, prévoir 20 milliards d'investissements productifs n'est pas la même chose que de souhaiter la création de 500 000 emplois par an...

Cette « actualisation » même si elle ne porte pas sur la logique du texte de 1972 est d'autant plus importante qu'elle est faite à cœur ouvert : les Français savent ce que chaque partenaire propose. Pour le P.s., il s'agit de faire du programme commun un outil pour modifier la société, résoudre les contradictions qui la minent. Mais un outil sérieux, réaliste, qui ne soit pas alourdi par un catalogue d'intentions peut-être généreuses mais, parfois, dangereuses.

Par rapport aux nationalisations, par exemple, il est évident que le seuil choisi

QUAND LA PROSPECTIVE REJOINT NOS ESPOIRS



Il fut un temps où Valéry Giscard d'Estaing exécutait des numéros de passe-passe avec les données économiques. Désormais — signe des temps — il réserve son talent au domaine électoral. En confirmant ainsi que les analyses électorales et les leçons des sondages ont en commun avec celles touchant à l'économique d'être un enjeu important du débat idéologique.

Passons sur le handicap de l'actuelle majorité évalué de 4 à 6 %, pour en venir au premier sophisme : « On ne peut pas dire que ce soit l'opposition qui gagne des voix, c'est plutôt la majorité qui envoie des voix à l'opposition » ! Il contredira semble-t-il, son idée-force quelques jours plus tard : « Mon élection a masqué le fait que déjà en 1974 l'opposition était sans doute majoritaire. » Pour démontrer l'indémontrable tous les moyens sont bons : ici on surévalue la gauche de 1973 — 47 % au lieu de 45,5 % — pour mieux souligner qu'elle fut aux portes de la victoire, là on dévoile l'existence d'une hypothétique gauche majoritaire dans le pays avant la présidentielle de 1974, pour mieux montrer que sa candidature et sa ligne politique auraient seules permis de coiffer François Mitterrand sur le fil. Comment ne pas faire confiance à un tel homme pour 1978 ! Enfin, s'il note « que de toutes les élections qui ont eu lieu les plus défavorables ont été les cantonales », n'est-ce pas pour mieux faire comprendre qu'un an après les municipales auraient été moins bonnes pour la gauche !

Suivez son regard, le plan Barre a déjà porté ses fruits « en janvier dernier... la cote de popularité a remonté rapidement » et seules « les discordes des élections municipales — et vlan sur Chirac — ont interdit de regagner encore plus de terrain perdu ».

Le journal « l'Aurore » use lui aussi par sondages interposés des armes de la manipulation. Peu avant les municipales — le 21 février — il publiait un sondage où la majorité reprenait un point sur la gauche (53 %). La semaine passée, il présentait un sondage la créditant de... 56 %. Si selon toute probabilité 53 ou 54 % conviendrait mieux, le reproche majeur n'est pas là, mais bien dans la répartition des intentions de vote au sein des coalitions. Ce sondage Publimétrie apparaît — c'est un euphémisme — fantaisiste. L'objectif pourtant semble clair : une U.g.s.d. à 38 % et un P.c. à 15 % relèvent assurément d'une science politique - fiction, mais ils autorisent des com-

peut prendre un caractère « politique ». S'il est nécessaire de nationaliser un certain nombre de monopoles, faut-il pour autant allonger la liste au point qu'un partie des Français puissent douter de la durée même d'un gouvernement de gauche ? En effet, vouloir aller trop vite — que l'on se souvienne du Portugal à un certain moment — revient, au nom de certains principes hâtivement appliqués, à laisser douter de la capacité de survie d'une expérience de gauche.

On le voit, l'actualisation qui a commencé — et qui ne porte pas que sur les questions économiques et sociales — est plus qu'un simple dépoussiérage. C'est une occasion supplémentaire de démontrer aux Français à la fois les perspectives ouvertes et le sérieux de la gauche à la veille du pouvoir.

GUY PERRIMOND

mentaires ultérieurs sur l'effondrement du P.s. et sur une menaçante remontée du P.c. !

Il n'est heureusement pas besoin de se référer à des sources suspectes pour contredire l'optimisme présidentiel. Il n'est que de lire les indices de popularité des dirigeants du pays — François Mitterrand atteint le chiffre record de 57% lundi dernier — pour sentir le souffle du désir de changement au cœur du pays réel.

Les simulations ou projections en sièges font aussi l'objet depuis quelques années de calculs peu cohérents. Voici peu n'affirmait-on pas la nécessité de 52, voire 53 % pour une victoire de la gauche à l'Assemblée. Après les partielles de l'automne, on publiait ou suggérait encore des projections indiquant les faibles chances d'une victoire de la gauche. De même au lendemain du premier tour des municipales... Aujourd'hui, sans que surgissent de faits décisifs nouveaux, les estimations sont largement différentes. Bref, la petite communauté des politologues ne raisonne pas à l'unisson.

Après les municipales qui ont favorisé le basculement du pouvoir local, la revue « Regards sur » — dans un numéro consacré au P.s. — s'est livrée à une prospective électorale intégrant l'ensemble des résultats électoraux depuis 1973 : si le mode de scrutin n'est pas modifié, et si les élections avaient lieu en ce début de mai 1977, elles donneraient les résultats suivants. Avec 53 % la gauche emporterait avec certitude 266 sièges (le P.s. et le M.r.g. entre 159 et 168, le P.c. entre 93 et 102, 2 divers opposition et 5 dans les Tom-Dom). La majorité conserverait pour sa part 150 sièges. Dans 72 circonscriptions où la lutte est incertaine l'opposition pourrait encore espérer conquérir 26 sièges supplémentaires. Elle aurait dès lors — c'est l'hypothèse principale — 292 sièges contre 196 à l'actuelle majorité. Cette dernière perdrait dès lors 104 sortants : 61 R.p.r., 21 R.I., 18 Réformateurs et 4 non-inscrits. Dans cette hypothèse, l'U.g.s.d. disposerait en métropole de 179 à 190 sièges et le P.c. de 97 à 110 sièges. Le R.p.r. resterait majoritaire au sein de la future opposition. Avec un scrutin proportionnel la gauche qui aurait eu en 1973, avec 45,5 % des voix, 230 sièges environ, détiendrait cette fois environ 270 sièges avec 53 %. Tout cela n'est encore que de la prospective. Mais s'accorde avec bien avec nos espoirs.

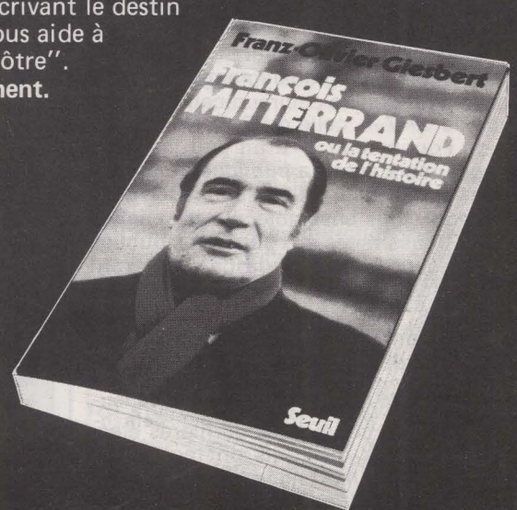
GERARD LE GALL

François MITTERRAND
ou la tentation de l'histoire par F.O.GIESBERT

"Un écrivain parle d'un homme d'Etat. Un livre riche d'enseignements qui aura beaucoup appris à ceux qui croyaient tout savoir de cet homme politique "pas comme les autres". **Lucie Faure / Le Monde.**

"Un livre éclairant, juste dans son ton, chaleureux et mesuré à la fois, permettant de comprendre celui dont le nom est maintenant lié au renouveau de la gauche". **Pierre Rosanvallon / Le Matin de Paris.**

"Très beau livre écrit d'une plume vigoureuse et rapide qui se lit tout d'un trait et ne peut se quitter en chemin... le livre de Giesbert nous est nécessaire : parce que décrivant le destin de François Mitterrand, il nous aide à comprendre et à vouloir le nôtre". **Jean-Denis Bredin / Mouvement.**



SEUIL 336 pages 45F

NE TIREZ PAS SUR LE PIANISTE !

La réglementation des sondages est de nouveau à l'ordre du jour. Le gouvernement vient de décider le dépôt d'un projet de loi interdisant leur publication à moins de huit jours de la date d'une élection. Le Parti socialiste, de son côté, met au point une proposition de loi qui concerne moins le délai de publication que les critères à définir pour établir une déontologie des sondages. Comment les sondeurs voient-ils eux-mêmes cette réglementation ? C'est ce que nous avons demandé au « patron » du plus ancien institut de sondage français, Jean-Marc Lech, directeur général de l'Ifop.

Divers groupes parlementaires, quelques propositions de loi de députés et le gouvernement s'apprêtent à réglementer la publication des résultats des enquêtes d'opinion en période pré-électorale, toute publication devenant interdite au moins huit jours avant le vote ; ces mêmes autorités s'apprêtent également à réglementer la profession de sondeur d'opinion, celle-ci étant soumise à l'examen d'une sorte de commission d'admission et d'agrément.

L'actuelle session parlementaire de printemps pourrait alors fort bien voir fleurir une majorité d'idées : majorité d'interdiction, majorité de réglementation.

Les sondages publiés n'ont pas bonne presse en France : ils agacent souvent les journalistes plus coulissiers qu'analystes de la vie politique, ils agacent fréquemment les hommes politiques, dédaigneux quand « ils » sont bons, assassins quand « ils » sont mauvais.

En bref, il est de bon ton et de bonne morale d'afficher quelque mépris pour la « sondagite » : de Maurice Druon, il y a quelques années (« sondage = pollution de la démocratie) à Robert Fabre il y a quelques jours (« la démocratie peut se passer de sondages »), les pavés n'ont pas manqué dans les jardins des sondeurs.

C'est en fait plus globalement à l'ensemble de la politique de communication que la France de 1977 — celle du Pouvoir comme celle de l'opposition — a un peu mal : les sondages mais aussi la publicité, le monopole de l'audiovisuel et l'indépendance de la presse sont, tous ensemble, sur la sellette.

Les critiques faites aux sondages publiés (et aussi les réponses de la défense) sont connues : les sondages influencent les électeurs (mais peut-on prédire dans quel sens ?), ils sont contradictoires entre eux et ne correspondent pas aux résultats des votes (mais alors quelle est leur influence spécifique ?). Le prétexte des procureurs est également bien connu : les dernières élections municipales, disent-ils, ont montré tellement d'abus qu'il est nécessaire de légiférer dans le sens d'une réglementation.

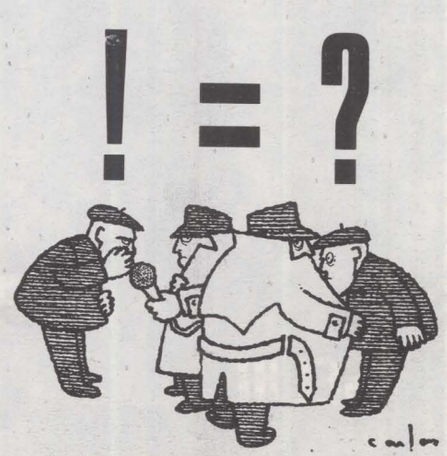
En réalité, les élections municipales ont été l'occasion de deux événements classiques aux périodes électorales depuis 1965 : la naissance publique de nouveaux instituts de sondage (cette fois Louis Harris France et publics S.a., mais à l'occasion de consultations précédentes ce furent Publimétrie ou d'autres...), la publication dans la presse de résultats d'enquête dont les journaux diffuseurs n'étaient pas les payeurs. Je le répète,

PAR JEAN-MARC LECH
Directeur général de l'Ifop

ces deux phénomènes s'étaient déjà produits en 1965, en 1973, en 1974... Il en irait autrement cette fois, le Parlement et gouvernement semblant déterminés à sévir.

Car, c'est d'abord de sanction qu'il s'agit : l'interdiction de publication de résultats d'enquête par la presse est une censure de l'information, l'interdiction de reprise éventuelle par la presse française d'informations sur la France émises depuis l'étranger est une censure de l'information : sera-t-il interdit à un journal français de reprendre depuis Tokyo une information émise à Tokyo dans un journal japonais sur les intentions de vote des Français ? Sera-t-il interdit à un journal britannique de savoir et de faire savoir, par la publication des résultats de l'enquête, quel est le climat politique de la France à deux jours d'un scrutin ?

L'interdiction de publication des sondages d'opinion en fin de campagne électorale est une affaire qui concerne la presse, celle qui achète ces informations pour les donner à ses lecteurs : les instituts de sondage ne disposent en effet d'aucun moyen ni d'aucun droit de publication... L'Ifop ne s'estime donc pas directement concerné par cette interdiction, ce sont les clients de l'Ifop qui sont touchés : ils peuvent prendre la parole s'ils ne l'ont déjà fait.



A l'inverse, l'Ifop doit répondre à la question : « Peut-il accepter d'entreprendre la réalisation d'enquêtes d'intentions de vote destinées à être rendues publiques et suspendre la recherche dix jours avant le premier tour ? » L'Ifop répond « non » : il n'est pas envisageable pour nous que le public reste suspendu aux derniers chiffres alors que la dernière semaine de la campagne n'est pas commencée, il n'est pas envisageable que le public et les commentateurs comparent cet ultime sondage publié et le résultat du vote pour en déduire — preuves à l'appui — qu'il s'agit d'un nouveau « Waterloo des sondages ».

Question de principe : pourquoi stopper la publication de sondages alors que la campagne électorale, elle, continue pour sa semaine décisive ? De quoi a-t-on peur ? Le sondage publié est un élément d'information parmi d'autres, pourquoi le fusiller lui, et seulement lui ?

Si donc une interdiction de publication était notifiée à la presse, l'Ifop ne participerait pas du tout à la campagne, ne proposerait ni n'accepterait d'entreprendre la réalisation de sondages d'intentions de vote destinés à être publiés.

N'y a-t-il pas enfin, contradiction majeure entre une volonté de renforcer la déontologie et une interdiction de publication ? Il suffit que trois règles de travail soient respectées par les fabricants-sondeurs et les utilisateurs-journaux pour que cette déontologie soit loi d'airain :

1°) Que le lecteur connaisse la carte de visite du sondeur (quelle est sa capacité technique de réalisation des enquêtes, peut-il tenir « portes ouvertes » sur les résultats publiés ?) ;

2°) Que le lecteur dispose de la carte d'identité de l'enquête (échantillon / questions posées / dates de réalisation / nom du propriétaire de l'enquête) ;

3°) Que le sondeur ait un droit de réponse (ou d'explication) dans le journal « publieur » si les deux règles précédentes ne sont qu'imparfaitement respectées...

Voilà de quoi satisfaire les plus exigeants, voilà de quoi ramener un peu d'ordre dans un jeu que se plaisent parfois à troubler les deux autres partenaires : hommes politiques et patrons de presse.

A force de solliciter chiffres et statistiques, ce sont eux justement qui ont fait que parfois le sondage publié devienne, contre le gré des sondeurs, un événement politique et non plus une information parmi d'autres. A force de vouloir administrer le sondage publié comme une preuve, ils tirent maintenant sur le pianiste.

L'Ifop n'a pas vocation à jouer les boucs émissaires.

ANDRÉ BERGERON : « COMMENT ON EN EST ARRIVÉ LÀ !»

C'est un événement sans équivalent depuis des années et des années que la grande journée nationale d'action qui aura lieu le 24 mai dans tous les secteurs. Cela à l'appel des quatre grandes centrales syndicales. Déjà, C.g.t., C.f.d.t. et Fen avaient prononcé un arrêt de travail d'une journée. Mardi, 2 000 délégués du congrès de Force ouvrière ont acclamé André Bergeron lorsqu'il a annoncé que F.o. lançait un ordre de grève de 24 heures contre le plan Barre et en faveur de la liberté de négociation.

Dans une interview accordée à « l'Unité » à la veille de ce congrès, le secrétaire général de F.o. explique comment sa confédération en est arrivée là.

« L'UNITE » : Existe-t-il, selon vous, une possibilité de renouer avec la politique contractuelle ?

ANDRE BERGERON : Les choses vont mal. Les négociations engagées depuis plusieurs mois traînent en longueur. Il est tout à fait certain que si la position du gouvernement n'évolue pas rapidement — disons dans les 15 jours à venir — les organisations Force ouvrière ne signeront pas.

Une précision, cependant. Parler de « renouer avec la politique contractuelle » est inexact à mon sens. Car la politique contractuelle existera toujours, avec des hauts et des bas. Je m'explique : la politique contractuelle est, pour le mouvement syndical, la possibilité de présenter des revendications, de les défendre, d'agir éventuellement pour les faire aboutir, et de parvenir si possible à des compromis inscrits dans des textes appelés « conventions collectives » ou « accords » de type Fonction publique. Ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la politique contractuelle n'est en fait que la liberté de négociation des salaires.

Evidemment, le rapport de forces n'est pas toujours le même. Nous sommes dans une période où, compte tenu de la crise économique, ce rapport de forces ne joue pas facilement en faveur du mouvement syndical.

— Ne pensez-vous pas que la stratégie de F.o., fondée sur la confiance en la politique contractuelle, pouvait passer pour efficace en période d'expansion et de croissance, et que cette période étant — temporairement ou non — révolue, votre confédération se trouve démunie, sinon piégée ?

— Non. Evidemment, la politique contractuelle est plus facile en période d'expansion économique.

Mais qu'est-ce que les rapports sociaux, sinon une question de rapport de forces ? Naturellement, il joue plus en faveur du mouvement syndical dans une période de prospérité. Et une période de récession ne remet pas en cause le principe de la convention collective. Simplement, il est plus dur de signer des accords : il est vrai qu'en 1977, les difficultés sont plus grandes qu'en 1976 ou que les années précédentes. Mais nous avons déjà connu des périodes semblables dans le passé et nous en connaîtrons encore d'autres.

— Pour négocier, il faut néanmoins avoir en face de soi un interlocuteur qui veuille bien négocier. Estimez-vous que c'est le cas en ce moment ?

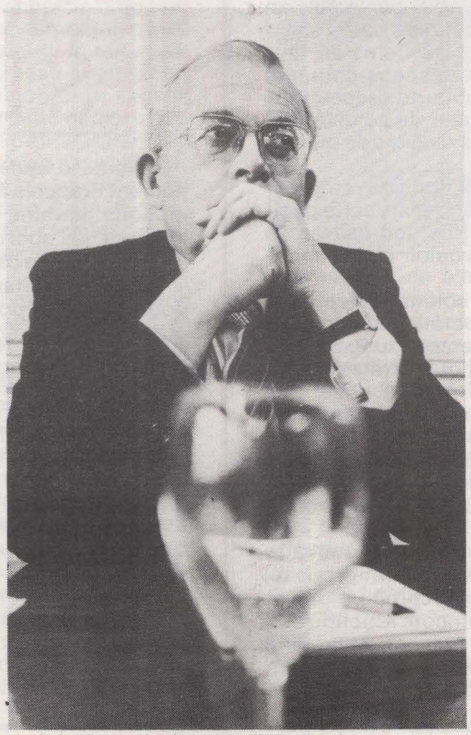
— Mais tout le monde négocie... Ou alors, le mouvement syndical n'existerait plus. Les négociations sont plus difficiles qu'à l'ordinaire, mais elles ne sont pas interrompues.

— Pour vous, il n'y a donc pas blocage des négociations ?

— Non, dans la mesure où il n'y a pas eu de rupture. Seulement des difficultés que nous essayons de surmonter.

Je ne sais si je me fais bien comprendre : ce n'est pas le principe d'une politique qui est remis en cause, nous traversons une période délicate. Et cela, on n'y peut rien. Toutes les organisations tentent de discuter. Il se peut que certaines utilisent des méthodes différentes des nôtres. Mais, à ma connaissance, toutes les confédérations présentent des revendications et tentent de les faire aboutir. Comme nous.

D'ailleurs, nos organisations s'engagent dans des conflits : récemment, il y a eu la grève des mineurs et des employés de la S.n.c.f. Demain, il y en aura probablement d'autres. J'ajoute que ces mouvements ont été lancés en plein accord avec la Confédération. On a essayé de chercher je ne sais quel désaccord entre nos fédérations et la direction confédérale : il n'y en a jamais eu.



— Y a-t-il de nouvelles perspectives d'unité d'action avec les autres confédérations ?

— Pour l'instant, le problème est toujours le même. Il n'y a pas d'action commune avec les autres organisations. Nous nous déterminerons en fonction des réalités de notre environnement, mais il n'y aura pas de changement fondamental de la politique de F.o. en la matière.

— F.o. n'avait pas participé à la journée d'action du 28 avril. Quelles sont les raisons exactes de cette abstention ?

— Nous pensons que la répétition de ces grèves de démonstration peut être dangereuse. Et, en tout cas, inefficace.

Cela ne signifie pas que nous refusons tout mouvement de ce genre. Nous en avons d'ailleurs déjà fait en d'autres circonstances : en février 1950, puis il y a une dizaine d'années pour défendre la liberté de négocier, puis en 1967 pour la Sécurité sociale. Mais cela ne peut être qu'exceptionnel, car il n'est pas bon de rééditer à chaque instant des initiatives de cette sorte : pour être trop nombreuses, elles n'impressionnent plus personne.

De plus, les problèmes ne se posent pas partout de la même manière : nous ne sommes pas pour la globalisation permanente de l'action. Nous admettons donc le principe de la grève de démonstration, à titre exceptionnel. D'ailleurs, dans l'ancienne C.g.t., ce type d'action n'avait pas lieu tous les huit jours comme maintenant...

— Certaines fédérations de F.o. souhaitent des actions communes avec les autres confédérations syndicales. Ainsi le syndicat des Impôts a déclaré publiquement qu'il voudrait que votre confédération adopte une attitude plus souple par rapport aux autres centrales. C'est une opinion qui semble faire son chemin à F.o...

— Ce n'est pas une opinion répandue chez nous. Absolument pas. Les responsables du syndicat des Impôts ont le droit d'avoir une opinion ; ce n'est pas celle de l'organisation.

— Vous pensez donc que, dans l'ensemble, les adhérents F.o. se contentent très bien des rapports actuels avec la C.g.t. et la C.f.d.t. ?

— Tout à fait.

— Quelle conclusion politique tirez-vous de la période actuelle ?

— Etant secrétaire général de F.o., je ne peux m'exprimer qu'en tant que syndicaliste. Je n'ai pas de conclusion politique à tirer. Ce domaine relève de la responsabilité des citoyens qui seront appelés à voter en 1978. A F.o., nous nous en tiendrons à nos positions traditionnelles : nous ne donnerons pas de consigne de vote, car nos statuts nous l'interdisent. Il faut aussi observer que notre centrale est très composite. Nous devons en tenir compte. La majorité des militants n'accepterait pas que nous renoncions à notre indépendance.

Propos recueillis par MICHELE KESPI-BACKMANN

LA TRIBUNE DU CONGRES

Le Comité directeur du P.s. était convoqué samedi dernier pour examiner, conformément aux dispositions statutaires, les possibilités de synthèse entre les motions des courants 1 et 2. Réunis séparément dans la matinée, les représentants des deux courants ont entendu successivement François Mitterrand. En séance plénière, le Comité directeur a ensuite pris connaissance de la motion de la majorité, présentée par Claude Estier, et de celle de la minorité, défendue par Jean-Pierre Chevènement. Après un court débat auquel ont pris part notamment Lionel Jospin, Jean Poperen, Pierre Bérégovoy, Maurice Benassayag, Jean Rous, Pierre Mauroy, Pierre Guidoni, Jean-Pierre Chevènement et François Mitterrand, le Comité directeur a constaté que la synthèse ne pouvait se réaliser à ce moment entre les deux textes. Ceux-ci seront donc diffusés dès cette semaine par « le Poing et la Rose » adressé à tous les militants qui auront à se prononcer dans les sections.

Au moment où s'engage donc le débat décisif du congrès de Nantes, et comme nous l'avons annoncé la semaine dernière, nous ouvrons aujourd'hui une « Tribune du congrès » qui se poursuivra jusqu'au 17 juin avec la participation de responsables nationaux et de militants des fédérations et des sections qui voudront bien nous adresser leurs contributions.

POUR DES CHOIX CLAIRS



Le Parti socialiste est vraisemblablement proche d'accéder à la conduite des affaires nationales dans le cadre de la stratégie d'union de la gauche qu'il a élaborée et selon les options du programme commun.

Dans le même temps le Parti connaît des tensions internes.

Le congrès de Nantes revêt donc une importance particulière, puisqu'il doit mettre notre formation en état de bonne marche à la veille des échéances décisives qui interviendront au plus tard en mars 1978.

Le Parti socialiste a connu depuis le congrès d'Epinay, sous la direction de François Mitterrand, une ascension rapide et continue. Les signataires de la motion 1 n'ont eu aucune peine à faire le bilan des six années écoulées et, en particulier, celui de l'action menée depuis le congrès de Pau.

Une seule ombre au tableau : l'organisation du Ceres en tendance de plus en plus structurée. Certes, il existe des sous-courants au sein de la majorité, qui sont la marque des apports successifs à l'unification des socialistes, mais il semble exister de ce côté une volonté d'en finir avec la survivance de certaines rivalités de plus en plus dépassées.

Pour l'efficacité du Parti socialiste, il convient donc de renforcer notre unité, notre cohésion. Les statuts le veulent, mais cette décision doit être prise à l'occasion du congrès. Elle doit naître des profondeurs du Parti. C'est aux militants de le vouloir et de l'imposer dans une fraternité lucide.

Après Nantes, la majorité devra renforcer, comme elle s'y est toujours employée, ce qui sert l'esprit de démocratie. La minorité, s'il en subsiste une, devra concourir au renforcement du Parti et de ses objectifs en assumant loyalement la politique arrêtée par le congrès.

Ce débat ne doit pas tourner à la querelle de procédure. Le congrès ne doit pas se faire sur des têtes d'épingle, mais sur quelques thèmes centraux : quel Parti pour la transition, l'actualisation du programme commun, le progrès du socialisme dans toute l'Europe (et à travers le monde), quel type de société et d'économie pour demain.

Nos camarades aujourd'hui minoritaires ont rendu hommage aux propositions et à l'action du courant 1 lorsqu'ils ont proposé, le 7 mai dernier, la synthèse. Ils nous ont ainsi décerné un brevet dont nous apprécions le prix, mais ils n'ont pas encore répondu aux questions que nous leur posons ni à la lettre de François Mitterrand aux militants. Leurs propositions sont pour le moment de caractère purement administratif, lorsqu'ils nous demandent, par exemple, de constituer les prochaines instances responsables à la proportionnelle selon les résultats du congrès de Pau, comme si le Parti ne s'était ni enrichi ni développé depuis un an.

Si le courant 2 veut la synthèse, il faut qu'il se prononce clairement et **en termes politiques** et ne recherche pas le vote d'une motion nègre-blanc qui n'est pas dans le style de notre Parti.

La grande majorité des socialistes veulent la fin des tendances organisées qui font le désespoir de milliers et de milliers de militants et qui sont un obstacle au développement, au recrutement et à l'organisation du Parti, sans compter les risques d'éclatement (ou de scission) que nous prenons à terme.

La majorité veut d'autre part s'engager dans la construction de l'Europe sur la base du suffrage universel et croit à l'évolution du Parti communiste sur ce sujet.

La majorité continuera de pratiquer loyalement la stratégie de l'union de la gauche, mais se refusera à tout suivisme vis-à-vis du Parti communiste dans les domaines de l'idéologie, du programme comme de la pratique militante ou électorale. Le Parti socialiste veut en effet se renforcer, rester le premier parti de France, confirmer son identité.

Voilà les axes de réflexion que nous suggérons à notre minorité, sans forfanterie ni acrimonie. Il est de l'intérêt de tous les socialistes qu'elle s'exprime clairement et sans tarder.

LOUIS MERMAZ

DESIGNATION DES DIRIGEANTS

Comme le veulent nos statuts et comme le rappelle fort opportunément François Mitterrand dans sa lettre aux militants, le vote des motions entraîne à tous les échelons le choix des dirigeants. Au moment « d'aborder les échéances historiques », ce choix revêt une importance capitale qui n'échappe pas aux militants de la base.

Alors ces militants, à qui l'on demande de voter en même temps pour un texte et pour une liste de candidats, sont en droit de poser la question : « Où, quand, comment, par qui ont été désignés ces candidats ? »

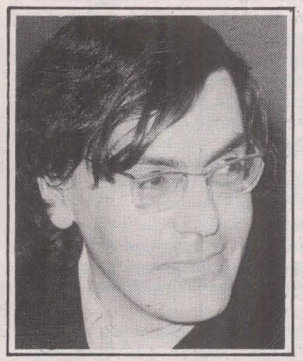
Les statuts du Parti étant muets sur ce point et l'initiative étant laissée à chaque courant, toutes les supppositions sont permises, dans la plupart des cas seule une minorité de militants participant à l'établissement des listes. On peut ainsi affirmer que la désignation des responsables du P.s. s'apparente plus à une cooptation qu'à une véritable élection. On peut l'affirmer devant un secrétaire national, qui non seulement le reconnaît, mais affirme que selon lui c'est le meilleur système.

Fort bien, mais si telle est l'opinion de la majorité du Parti, qu'on le dise publiquement et qu'on l'écrive noir sur blanc dans les statuts. Bien entendu, on aura auparavant demandé leur avis à tous les militants. « On ne pèche jamais par excès de démocratie ».

JOEL PIERSON
77210 Avon

LA TRIBUNE DU CONGRES

J'EN DONNERAIS MA LANGUE A COUPER



Le 7 mai dernier, les représentants de la minorité du Parti ont proposé au Comité directeur l'élaboration d'un accord politique permettant d'engager le débat du congrès dans les sections sur la base d'un seul texte adopté par un comité directeur unanime. Si l'accord était trouvé, la désignation à tous les niveaux des responsables du parti se serait faite à l'amiable, ou à défaut, conformément aux proportions du congrès de Pau, puisqu'une discussion menée sur la base d'un texte unique ne permet pas de mesurer l'audience accordée par les militants à chaque courant de pensée.

A condition d'être fondée sur une volonté politique égale de part et d'autre, une synthèse élaborée par le Comité directeur aurait eu aujourd'hui le grand mérite, dans un parti parfois trop porté à ne parler que de lui-même, de concentrer le débat sur l'essentiel.

C'est la raison pour laquelle nous avions souhaité engager dans les sections la discussion du congrès à partir d'un texte commun. Nous avions estimé, en effet, que si l'esprit et la logique même de la proportionnelle — qui lie le choix d'une ligne politique à celui des militants qui auront la responsabilité de l'appliquer — doivent en temps ordinaire réserver au congrès lui-même le souci de proposer et, si possible, de faire la synthèse, parce que la comparaison de textes différents favorise la clarté d'un débat, celui-ci aurait peut-être gagné aujourd'hui à se développer sur une base commune.

Cette proposition a été repoussée par la majorité du Comité directeur. Les camarades qui se sont exprimés à cette occasion au nom de celle-ci n'ont pas fait valoir qu'une trop grande différence rendrait vaine la recherche d'une synthèse entre les propositions politiques des uns et des autres. Ils se sont contentés de poser à ce dialogue un préalable : que les militants du courant 2 s'expliquent sur les activités de fractionnisme qui leur sont reprochées; qu'ils s'engagent à respecter un code de comportement dont ils étaient toutefois autorisés à discuter les termes.

Les signataires de la motion n° 2 considèrent que la prétention de suspendre l'ouverture d'une discussion politique au Comité directeur à la conclusion d'un débat disciplinaire équivaut à un refus préalable de dialogue. Il est vrai que le fonctionnement du Parti pose des problèmes qui méritent l'attention du congrès : les militants de l'actuelle minorité du Parti sont prêts, en ce qui les concerne, à en discuter à tous moments et dans tous leurs aspects. Mais quel sens faut-il donner à la persistance avec laquelle certains camarades s'efforcent d'isoler orientation et fonctionnement du Parti, substituant des querelles bureaucratiques au débat politique de fond ? Est-ce le souci de masquer, au sein de l'actuelle majorité, des incertitudes et des différences toujours inexprimées ? En tout cas, l'accueil fait à nos propositions nous incline à penser que les divergences politiques qui nous séparent de nos camarades du courant 1 sont plus grandes que nous ne le supposions.

Nous pensons pourtant comme eux que les responsabilités immenses que notre Parti est aujourd'hui sur le point d'assurer rendent nécessaire un renforcement de la cohésion de ses militants. Certains l'attendent d'une réglementation plus minutieuse de l'expression des uns et des autres. Nous l'attendons, pour notre part, d'une meilleure cohérence politique.

L'absence de synthèse, parfois inévitable, marque toujours l'échec, ou du moins la limite, d'un débat. Le plus important est que le débat ai lieu. Nous sommes sûrs que les militants ne comprendraient pas qu'il soit remplacé par les querelles indignes dans lesquelles dégénère forcément toute discussion qui prétend isoler le fonctionnement du Parti — entendez ici : le comportement des courants — des problèmes politiques. Non pas que les militants qui forment l'actuelle minorité du Parti se sentent démunis d'arguments sur ce terrain. Il leur semble seulement que les socialistes ont mieux à faire qu'à s'y embourber. A constater comment certains, avec beaucoup de légèreté, osent parler de fractionnisme, ils leur suggèrent de lire l'annexe « cohésion et démocratie » de leur motion. Ce n'est pas qu'il n'y ait encore des choses à faire pour rendre la démocratie plus vivante dans notre Parti. Mais dans ce domaine, rien ne vaut un débat politique poussé à fond.

C'est pourquoi ils abordent le congrès de Nantes avec la ferme volonté de parvenir à un accord capable de rassembler, sans malentendus, l'ensemble du Parti. Si cela n'était pas possible, ils feront en sorte que, pour eux, comme pour tous leurs camarades, le parti d'Epinay reste le leur : celui dont le socialisme a besoin.

DIDIER MOTCHANE

LE PREALABLE NECESSAIRE



Le congrès de Nantes est la dernière limite pour obtenir la cohérence et la solidité indispensables au Parti socialiste.

Le débat a été fort opportunément ouvert par la lettre aux militants de François Mitterrand et un mouvement se développe pour mettre fin à l'existence « d'un parti dans le Parti ». Le Ceres, toutefois, n'est pas seulement un parti dans le Parti, avec ses cotisations et ses concertations, mais aussi et surtout une structure qui s'exprime à l'extérieur du Parti d'une façon autonome. Comment accepter, par exemple, et ce n'est que la partie visible de l'iceberg, que des responsables, voire des élus, se présentent systématiquement à travers les média comme appartenant au P.s. ET au Ceres ? Encore bien heureux quand cette dernière affiliation ne l'emporte pas complètement sur l'autre ! Comment tolérer que nos adversaires de droite jouent de cette double appartenance dans les débats qui les opposent au Parti socialiste ? Imagine-t-on ce que cette dualité donnera comme capacité de manœuvre à la droite dans une période où les affrontements seront encore plus aigus ?

L'étiquette, dira-t-on, n'a guère d'importance et mieux vaut s'intéresser à la marchandise. Le Ceres est-il soumis à une théorie et à des objectifs distincts par rapport au Parti ? Comme l'a écrit le Premier secrétaire, nous attendons qu'on nous le dise. Du moins d'une manière claire et convaincante, allant au-delà des affirmations de nombreux journalistes, pour lesquels le Ceres c'est « l'aile gauche du P.s. ». Merveilleuse formule qui permet d'abuser tant de naïfs !

En réalité, un observateur attentif découvrirait assez facilement combien peu homogène et combien peu cohérent est le discours du

→

changer la vie avec le Parti socialiste

FETES DU P.S.

Organisée par la Fédération du Lot-et-Garonne, à Clairac-Plage, les 14 et 15 mai.

▶ Samedi 14 mai : bal de la rose à partir de 21 h.

▶ Dimanche 15 mai : spectacle de variétés avec Nicole Croisille et le groupe occitan Perlinpinpin Folk.

Allocution politique d'Edith Cresson.

★

Organisée par la Fédération de l'Allier le dimanche 5 juin, à Montluçon :

▶ Avec pour la partie spectacles : Pierre Tisserand et Claire.

▶ Allocution politique de Michel Rocard.

PRENDRE L'AIR AVEC LE P.S.

Le secrétariat national à la Formation organise les 19,20 et 21 mai prochains un stage dans le Morbihan. Venez vous aérer au bord de la mer tout en travaillant sur les thèmes suivants :

▶ Les multinationales.

▶ Les réponses socialistes à la crise.

▶ L'identité du Parti.

S'inscrire (vite !) au secrétariat national à la Formation 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

JOURNEES P.T.T.

Organisée par le secrétariat national aux Etudes, des journées nationales d'études P.t.t. auront lieu les 21 et 22 mai prochains.

Le débat, consacré essentiellement aux problèmes de la Poste, sera animé et présidé par Catherine Lalumière et Michel Rocard.

P.S. ET BALLON ROND

A nouveau le football professionnel connaît une crise grave. Les municipalités se trouvent confrontées directement aux problèmes rencontrés par les clubs professionnels.

Il apparaît en effet, aujourd'hui, que les bases juridiques qui président à l'organisation de ces clubs, en l'occurrence la loi de 1901 sur les associations à but non lucratif, sont dépassées.

Les municipalités prennent une part importante à la vie des clubs, par le biais des subventions qu'elles leur accordent.

Aussi réclament-elles un double pouvoir de contrôle : sur le plan financier, mais aussi au niveau des orientations menées par le club.

La gestion de ces associations sportives est devenue celle d'une véritable entreprise dont les impératifs sociaux ne peuvent plus être négligés.

Le professionalisme est un véritable métier, aussi doit-on assurer à ces salariés la possibilité de l'exercer pleinement.

Les socialistes entendent réfléchir sur ces problèmes et proposer un plan d'action efficace. Déjà, deux rendez-vous sont pris : l'un, afin de faire le point sur les rapports des municipalités avec les clubs professionnels de football ; une rencontre est prévue à Nantes le 27 mai.

L'autre les 14 et 15 mai à Paris, où les membres de la délégation nationale du Parti socialiste aux Sports et Loisirs, ainsi que les responsables des questions sportives au niveau des Fédérations du P.s., se rencontreront afin d'étudier tout particulièrement, parmi d'autres problèmes, celui de l'intégration de l'Education corporelle dans le système éducatif ; les participants réfléchiront sur une nouvelle conception des finalités de l'éducation et de la formation et une nouvelle organisation des programmes scolaires.

HABY DELIRE

L'équipe au pouvoir vit ses derniers instants, mais certains de ses membres ont l'agonie délirante. Après ses fracassantes déclarations de la semaine passée sur les « enseignants propagandistes », « principalement socialistes et communistes », le ministre de l'Education continue sur sa lancée.

Mardi soir, France-Inter émet des extraits d'une interview de René Haby. Annette Ardisson lui fait observer qu'il n'est pas facile, pour un enseignant d'Histoire ou de philosophie, toute malhonnêteté et toute volonté propagandistes mises de côté, de faire entièrement abstraction de sa conception du monde pour exposer tel ou tel sujet. Réponse de Haby, en substance : « Si ces disciplines sont de nature à nuire à la neutralité de l'enseignement, elles doivent disparaître du catalogue des matières enseignées » ! Voilà au moins une idée neuve : le dernier à l'avoir eue était Napoléon III, au début de sa dictature. On a décidément les antécédents qu'on mérite, à ceci près que le Bonaparte avait les moyens de sa politique, tandis qu'Haby n'est qu'un pitre désarmé.

Autre exemple, qui va plus loin, cette déclaration à « l'Aurore » du 9 mai : « Je ne suis pas hostile à l'idée d'un certain assouplissement (de la carte scolaire) tenant compte (...) », entre autres choses, de « l'atmosphère, l'ambiance de certains établissements. Je comprends parfaitement que si certains établissements imposent des contraintes idéologiques ou morales inadmissibles à certaines familles, ces familles demandent que leur enfant fréquente un autre établissement ».

Quelques mots d'éclairage : actuellement, chaque lycée recrute ses élèves dans un district territorial déterminé ; chaque district est divisé en plusieurs secteurs (un par C.e.s.) L'endroit où un élève suivra sa scolarité est donc déterminé par son lieu d'habitation, malgré des dérogations (officielles ou officieuses) assez nombreuses, notamment dans Paris et la proche banlieue, ainsi que dans l'enseignement technique, à cause des spécialités. La raison principale de cette sectorisation est d'ordre technique (gestion, besoins, prévision etc.).

Ce système, déjà, est facteur de ségrégation. L'environnement culturel des « beaux quartiers » est généralement plus favorable que celui des banlieues défavorisées, d'où de meilleurs résultats scolaires.

On voit où mène la suggestion d'Haby. Rien n'est plus subjectif que l'appréciation des « contraintes idéologiques et morales ». Dans les faits, son idée reviendrait à permettre aux parents qui en ont les moyens (notamment le temps et le véhicule nécessaires pour mener leurs enfants loin de leur domicile), d'inscrire ceux-ci dans des établissements « bien ». C'est-à-dire ceux où le « niveau » est « bon » — autrement dit là où les enfants de travailleurs en général et d'immigrés en particulier sont rares.

Comme cela, Haby peut « supprimer » les filières ségrégatives tout en les ressuscitant géographiquement. Il suffisait d'y penser.



Quelques heures après avoir quitté le Comité directeur, François Mitterrand a participé samedi soir à Madrid à un meeting international monstre organisé par par le P.s.o.e., qui a le vent en poupe à quelques semaines des premières élections libres en Espagne.

LA TRIBUNE DU CONGRES

Ceres. Plus encore qu'une fraction, celui-ci est un système qui permet de rassembler des composantes distinctes mais ayant dans chaque situation locale un intérêt tactique à son fonctionnement. On trouve ainsi réunis : des complexés vis-à-vis de leur propre parti qui considèrent le P.c.f. comme le seul mètre-étalon valable pour mesurer l'union de la gauche ; ceux qui, anarcho-syndicalistes de fait, préfèrent le basisme et le spontanéisme à l'organisation démocratique et au programme commun ; ceux qui, enfin ne conçoivent leur engagement politique que dans l'opposition systématique, confondant la fermeté des convictions et la rigueur politique avec l'agressivité inquisitoriale.

Un tel système, loin de permettre au Parti socialiste « de riches moissons », lui interdit au contraire de tirer tout le bénéfice des choix rigoureux qui ont été faits et maintenus depuis le congrès d'Epinay. La place manque pour décrire dans le détail le mal fait dans de nombreuses fédérations par les surenchères contradictoires de véritables gribouilles, empêchant par leur étrange comportement l'application des principes mêmes dont ils se font volontiers une exclusivité verbale, comme par exemple l'implantation socialiste dans les entreprises.

Certains, qui peuvent être de bonne foi, s'inquiétent cependant : la fin du système Ceres ne met-elle pas en danger la démocratie dans le Parti ? C'est justement le contraire qui est vrai. On le sait, toute situation obsidionale est peu propice à la libre discussion et notre Parti, agressé en permanence de l'intérieur, peut connaître certains blocages. Au Comité directeur comme dans les instances fédérales, la discussion politique n'est pas toujours suffisamment franche et ouverte, ce qui pousse à un centralisme qui pourrait avoir aussi de graves inconvénients pour notre Parti au pouvoir. Mais il faut le dire : la responsabilité de cette situation incombe essentiellement au système absurde qui exploite en permanence toute différence de point de vue dans le sens du désaveu et du procès d'intention.

Il ne saurait être question dans la période qui vient d'écarter du Parti le débat politique. Bien au contraire, il est sain et il est nécessaire de discuter ensemble de la politique internationale, de la défense, de la forme des nationalisations, de l'écologie et de bien d'autres sujets. Mais un tel débat n'a de sens que s'il se déroule entre socialistes conscients d'appartenir à une organisation dont l'unicité et l'identité fondée sur l'acquis historique sont au-dessus de la discussion.

PIERRE PALAU

NI LE CHILI NI LE PORTUGAL



Plus de trente pour cent des habitants de ce pays font aujourd'hui confiance au Parti socialiste. Ce congrès — le dernier avant l'échéance décisive — ne doit pas les décevoir. Il ne faut pas y donner le spectacle de mauvaises querelles.

La victoire électorale, chacun sait que nous avons une grande chance de l'obtenir. Mais réussirons-nous à surmonter les formidables obstacles qui se dresseront sur notre chemin ? Eviterons-nous le sort du Front populaire, celui du Chili ou celui du Portugal ? Sommes-nous capables d'échapper au vieux dilemme qui surgit, une fois passée la première flambée de l'enthousiasme populaire, et qui n'offre de choix qu'entre le repli sur une politique de centre ou de centre-gauche et l'attente insouciante ou angoissée d'une réaction brutale de la droite ? Ce sont là les vraies questions auxquelles il faut donner de vraies réponses.

Si le gouvernement de la gauche ne réalisait pas, dès les premiers mois, les réformes de structure prévues par le programme commun, il est à craindre qu'il ne les appliquerait plus jamais : il perdrait ainsi toute possibilité de réorienter l'économie nationale et de transformer la gestion des entreprises. Mais s'il omettait de dire qu'un certain nombre de ces mesures ne peuvent produire leurs effets qu'au bout de plusieurs années, il tromperait gravement le pays. De même, ce gouvernement ne saurait agir comme si la nécessaire relance de la consommation populaire n'avait pas de limites objectives : il doit avoir la force et le courage de résister aux courants démagogiques et aux poussées corporatistes. Sinon, la voie serait vite ouverte à un nouveau processus inflationniste et l'Etat se trouverait à la merci des prêteurs étrangers.

Ce sont les nationalisations et la mise en route de la planification qui créeront les conditions de la maîtrise du développement économique et du changement à moyen et à long terme. Mais le changement immédiat ne peut venir que d'une démocratisation profonde de la vie politique et de la vie quotidienne des Français. Ce qui a été réalisé en Suède en matière de droits des salariés, de libération de la femme, de justice fiscale, de lutte contre les inégalités, d'organisation des services de santé, de développement de la vie associative, de réduction des pollutions peut nous servir d'exemple. Il sera sans doute possible d'aller plus loin en ce qui concerne les contrôles exercés par les travailleurs et l'encouragement aux expériences de caractère autogestionnaire.

Lier une grande audace sociale à une politique économique rigoureuse, telle est l'orientation fondamentale que nous devons donner à notre action. Et c'est précisément cette orientation que propose la majorité du Parti.

Cette majorité est sans doute plus homogène aujourd'hui qu'elle ne l'était au moment du congrès de Pau (où j'ai, avec un certain nombre de camarades, présenté un amendement à la motion de François Mitterrand). Elle n'a cependant pas fini de liquider l'héritage du passé, c'est-à-dire l'héritage de nos anciennes démarches et de nos anciennes divisions. D'où la persistance de groupes « historiques » dans lesquels les nouveaux adhérents ont souvent du mal à se reconnaître. Ces « courants de pensée » n'ignorent pas les rivalités et les concurrences, mais tous font effort pour dégager des positions communes et pour respecter une indispensable discipline.

C'est ce qui les distingue du « courant » qui, après avoir été un élément constitutif de la majorité, s'en est détaché en 1975, je veux dire du Ceres. Celui-ci ne constitue pas seulement, comme on le dit, un « parti dans le Parti ». Se voulant « minorité de gauche » dans une organisation dont l'orientation est à gauche, il est tout naturellement entraîné à se livrer à des surenchères et à instruire des procès d'intention. On ne peut accuser les animateurs du Ceres de céder à l'angélisme politique, de nourrir des illusions spontanéistes ou de faire preuve de naïveté à l'égard du P.c. Et cependant, pour recueillir des mandats, ils ne cessent de jouer sur les tendances « basistes » et crypto-communistes qui se manifestent dans le Parti, c'est-à-dire sur des tendances que nous devrions être unanimes à combattre.

C'est pourquoi l'acceptation des règles proposées par François Mitterrand — et qui ont pour corollaire l'approfondissement de la démocratie dans le Parti,le développement des débats dans notre presse interne, une meilleure circulation de l'information à tous les niveaux — n'est que l'une des conditions d'une éventuelle synthèse. L'autre condition est l'abandon des formules démagogiques — ou dangereuses — que l'on trouve à certains endroits de la motion présentée par le Ceres.

Nous souhaitons un débat ouvert, mais nous ne céderons pas sur ces deux points : refus des fractions organisées aussi bien que des dérobades que recouvre un certain verbalisme révolutionnaire. Si nous voulons que le pays nous suive au-delà d'une victoire électorale, il nous faut à la fois faire preuve de cohérence et tenir, en toute occasion, le langage de la vérité.

GILLES MARTINET

Borel

MONSIEUR EST SERVI

PETITES ANNONCES

Mantes-la-Jolie, 40 000 habitants, recrute une assistante sociale diplômée. Logement assuré à titre onéreux.
Adresser candidature à monsieur le maire, 78201 Mantes-la-Jolie.

Mantes-la-Jolie, 40 000 habitants, recrute par mutation un rédacteur ou chef de bureau spécialisé services techniques. Logement assuré à titre onéreux. Adresser candidature à monsieur le maire, 78201 Mantes-la-Jolie.

Ville 9 000 habitants, district 15 000 habitants, recherche ingénieur subdivisionnaire (possibilité accès poste de Directeur des services techniques).
Ou chef de section principal (possibilité avancement ingénieur) — sur titre ou sur mutation.
Adresser curriculum vitae à monsieur le maire de Gray 70100.

BUREAU D'ETUDES SPECIALISE PRES COLLECTIVITES LOCALES RECHERCHE
• Une secrétaire qualifiée - sténodactylographe rompue aux travaux administratifs et au classement.
• Une sténo-dactylographe qualifiée et confirmée.
Prière joindre curriculum vitae avec références professionnelles.
Adresser à Monsieur Maurice Planque, 91 rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

NOUVEAU

Au 94 rue Saint-Lazare à Paris

LA TIRELIRE

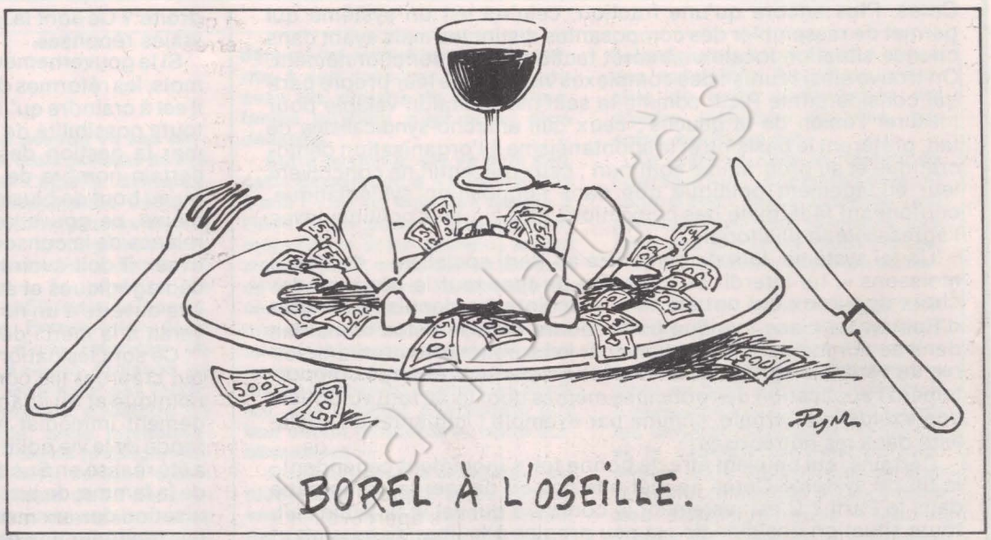
Distribution de Prêt-à-Porter féminin

Vente directe

à prix super-promotionnel

Epargnez en nous rendant visite

Conditions intéressantes pour Comités d'entreprise. Nous consulter. Tél. 874.56.94.



Jacques Chirac va finir pas s'inquiéter : son voisin de la tour Montparnasse — à cinq étages près — après avoir connu une aussi fulgurante ascension que lui, vient de s'écraser. La tour porterait-elle malheur ?

Des mésaventures de Jacques Borel, La Fontaine aurait volontiers fait une fable. Car il y a quelque chose d'exemplaire dans la façon dont Jacques Borel a été démissionné du groupe de restauration-hôtellerie qui porte son nom : c'est en sens inverse des leçons de « business » qu'il distribuait avec suffisance que s'est joué le sort du roi du Wimpy. Mais c'est au nom de la dureté en affaires qu'il prônait qu'on lui fait aujourd'hui boire le bouillon.

Borel disait il y a un an et demi : « La crise est faite pour les autres, pas pour moi ». Mais l'Histoire a de l'humour et c'est lui que la crise a broyé.

Borel affirmait encore : « Pour être un vrai manager, il faut taper juste ». Mais dès qu'il s'est avancé dans un secteur aussi sophistiqué que l'exploitation hôtelière, le « vrai manager » a raté toutes ses cibles.

Borel énonçait également que « le pouvoir relève de moins en moins du capitalisme et de plus en plus du managering... parce que le problème le moins difficile dans les entreprises, c'est le pouvoir de l'argent ». Mais les financiers qui tiennent les vrais leviers de Jacques Borel International viennent de le rappeler aux réalités.

Borel grondait aussi : « Si on doit démolir complètement une position sociale parce que quelqu'un a failli, il faut le faire ». Monsieur est servi. Dans le très captivant voyage en Businessland que, sous le titre « Les patrons », viennent de publier au Seuil André Harris et Alain de Sédouy — un patronrama d'une quinzaine d'industriels avec, en réplique, Michel Rocard et quatre syndicalistes — Borel confiait imprudemment : « Il ne s'agit pas de mettre plus de brutalité dans les rapports pour le plaisir d'être brutal, mais il faut être direct... Chacun doit être capable d'engager et de licencier ses propres collaborateurs ». Il faut croire que Borel n'avait pas entendu parler des dangers du boomerang. En tout cas, les banques se sont assez pénétrées de sa doctrine pour être vraiment « directes » avec lui.

Ancien d'Indo

« Borel ressemble à un petit peintre autrichien », dit méchamment Louison Bobet, que « le führer de la restauration » avait chassé l'été dernier de la direction d'un de ses établissements. C'est un peu flatteur : malgré ses grands airs, Borel n'était jamais que l'employé supérieur des banques. Ce sont elles — précisons : Banque de l'Union européenne et Paribas, essentiellement — qui ont jeté bas en vingt-quatre heures cet endetté chronique. Mais sans elles Borel n'aurait réussi à franchir aucune des principales étapes de sa carrière. Ses débuts avec l'Auberge-express, rue La Boétie à Paris ? L'argent de la Compagnie bancaire de Jacques de Fouchier. La concession des Wimpy ? Grâce à Paribas et à quelques autres. L'installation sur les autoroutes ? Merci à Elie de Rothschild. Le pari — d'ailleurs finalement perdu : moins 2 millions pour Sofitel et moins 22 millions pour Hôtels Jacques Borel dans le « trou » de 53,7 millions du groupe en 1976 — dans l'hôtellerie ? Un « cadeau » de Jacques de Fouchier, au nom de Paribas cette fois...

Ce que Borel s'était contenté d'apporter dans tout ça, c'était donc la sauce. Les sauces. La mystique de l'entreprise, d'abord — « la chose du monde la plus importante après le Seigneur » — et de l'informatique : son activité ne dépendait-elle pas en permanence d'un « plan permanent à long terme » mis sur ordinateur géant à... Cleveland ? Et aussi la sauce vrai mec, dur à cuire : « Rien de tel que le contrôle budgétaire pour ap-

prendre à avoir des tripes, à être un homme. C'est au Vietnam [où papa Borel, directeur général d'I.b.m.-France, avait,en 1953,confié l'agence de Saigon à son rejeton] que j'ai appris à commander ». La sauce philosophique, enfin : « Je ne suis pas un marchand de soupe, je suis un marchand de bonheur » (sic). Eh ben ! Il faut croire que le malheureux, débordé comme il est, a perdu la mémoire. Oubliant son inculpation pour fraude alimentaire dans l'affaire de la viande attendrie du C.e.a... Et sa condamnation par le tribunal de Mâcon pour « détention illégitime de denrées corrompues »... Et l'accablant dossier publié en décembre dernier par « l'Unité », à partir d'un document de sections C.f.d.t. de restaurants d'entreprise Borel : disparition de toute nourriture fraîche, yaourts périmés, 300 kilos de viande jetée quand intervient un contrôle vétérinaire, feuilles de bettes en guise d'épinards, émulsions d'huile en guise de beurre, etc. Le « marchand de bonheur » ne manque pas d'estomac !

C'est bien l'avis aussi des 17 000 salariés de Jacques Borel International. Tout nourri de Bible, leur P.d.g. se disait « patron chrétien ». Demandez plutôt à ses cadres, qu'il harcelait pour leur faire toujours plus « cracher du profit », comme il disait (« Il faut des sous ! Par ici la bonne soupe ! ») et qu'il humiliait à plaisir — jusqu'à la révolte, comme Bobet, et peut-être même jusqu'au suicide, comme Marcel Aubert, président de Sofitel, qui se jeta un jour par la fenêtre... Patron « social », même, puisqu'aussi bien « le développement de l'entreprise est une fonction sociale » (sic). Là, il faut demander aux militants syndicaux, systématiquement contrés ou éliminés. Aux salariés de base, fliqués par une équipe spéciale et munis de « cahiers d'instructions » impératifs, rédigés par Borel lui-même. Pour ne rien dire des serveuses à qui, histoire d'étudier un accroissement de productivité, il avait naguère imposé des compteurs dans leurs talons.

Ce sont deux de ces employés qui, lorsque Borel a annoncé son vidage au comité d'entreprise, ont pleuré : « France-Soir » du 6 mai vous jure que c'est vrai... Les travailleurs de chez Borel que nous avons rencontrés ne nous ont pas parlé de leur ex-P.d.g., eux, autrement que comme d'un requin dévoré par d'autres requins. Et ils se sont étonnés surtout de savoir que Borel s'était engagé à ne faire aucune déclaration : à qui, cette promesse? Pour taire quoi? Pour respecter quelle loi du milieu ?

S'il leur reste un peu de sollicitude, ceux-là l'accorderont peut-être à ce pauvre M.Borel. Mais, dans l'immédiat, ils la gardent : ils ont trop peur d'en avoir besoin pour eux-mêmes. Un gros bonnet éliminé, cela veut dire en général qu'on va tout « restructurer », donc que ce sont les salariés qui trinqueront.

Et pour trinquer chez Borel, il faut avoir la santé.

SERGE RICHARD

Administration

UN SERVICE CADASTROPHIQUE

Quand ils ont su qu'ils héritaient de huit hectares de terres sur les contreforts du Massif central, Pierre et Maryse n'ont pas hésité : ils sont partis « faire du mouton », renouant ainsi avec une tradition familiale séculaire, interrompue par la génération de leurs parents.

Premiers contacts sur le terrain, premières difficultés : pour mettre des moutons dans des prés, il faut clôturer. Comment calculer la longueur nécessaire de grillage « ursus » à mailles carrées ? Le titre de propriété des deux apprentis éleveurs parle de superficie, pas de périmètre. Une seule solution : aller consulter le cadastre qui leur donnera la position et la configuration des neuf parcelles dont ils se retrouvent propriétaires.

A partir de ce moment, Pierre et Maryse vont aller d'étonnement en stupéfaction. D'abord, ils ne mettent pas longtemps à s'apercevoir que les plans cadastraux mis à leur disposition par la mairie ne concordent pas avec leur titre de propriété. Pierre a beau additionner les superficies mentionnées sur le plan pour chacune des neuf parcelles, il ne retrouve pas les 8 hectares et 76,35 ares qui figurent sur son acte notarié. La stupeur du nouveau propriétaire fait sourire le secrétaire de mairie : « Allez ! vous n'êtes pas le seul dans ce cas. Depuis 1971 qu'ils ont révisé le cadastre, une chatte n'y retrouve plus ses petits ».

Cette fois, la décision est prise : Pierre et Maryse vont remettre de l'ordre dans cet imbroglio de superficies et de propriétaires. Là encore, une seule solution : recourir à un géomètre privé. Trois ans après avoir fait cette démarche, ils en gardent encore un souvenir cuisant. Pour faire délimiter et borner un champ de 7 000 m2 (71,02 ares très exactement), il leur en a coûté à l'époque 741,40 F. « Et nous avons eu la chance de tomber sur un géomètre débutant qui ne pratiquait pas les tarifs forts ! », commente Maryse.

Au fil de leurs difficultés, en discutant avec le secrétaire de mairie, le jeune couple d'éleveurs a pu mesurer l'ampleur du désastre causé par le mauvais état du cadastre. « Si les évaluations foncières des propriétés bâties ou non bâties sont fausses, sur quelles bases doivent reposer les calculs fiscaux permettant à la commune d'établir son budget ? » La question du maire reste sans réponse. Comme la municipalité n'a pas le choix, elle établit son budget en sachant pertinemment que les contribuables vont s'acquitter d'impôts locaux calculés sur des bases inexactes. Avec toutes les conséquences qui en découlent.

Comment pourrait-il en être autrement ? C.g.t. et C.f.d.t. estiment que, pour assurer un service correct aux contribuables, il faudrait ajouter 12 000 salariés aux 75 000 employés de la D.g.i. à l'heure actuelle. Au sein de cette administration, le service du cadastre, avec ses 5 000 agents, aurait dû — comme l'avait décidé la D.g.i. en 1970 — revoir les évaluations foncières de la France entière. Une bagatelle qui porte sur 120 millions de parcelles, 26 millions de locaux et concerne 19 millions de propriétaires. « Le gouvernement savait que les services des impôts, et principalement celui du cadastre, ne pourraient, faute d'effectifs et de moyens, faire face à cette tâche », affirme Christian Chartier, secrétaire général adjoint du syndicat C.f.d.t. des Impôts. Diagnostic des syndicats : 3 000 agents supplémentaires sont immédiatement nécessaires dans ce service.

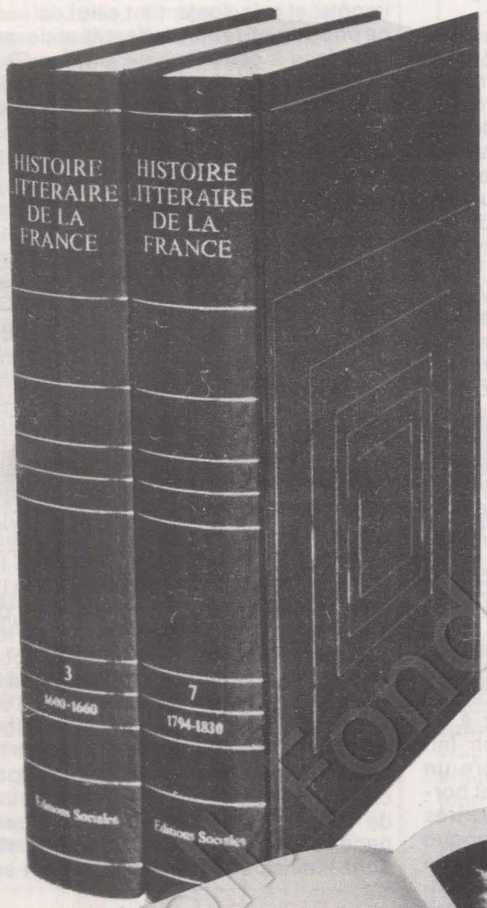
Devant un service public mis dans l'incapacité d'accomplir sa tâche, une question se pose : à qui profite le crime ? Sans hésiter, les syndicalistes désignent l'Ordre des géomètres experts et les 2 000 cabinets privés ouverts à l'heure actuelle en France. Ces entreprises privées se taillent déjà la part du lion en matière de remembrement rural, de rénovation du cadastre ou de participation aux grands travaux publics tels que les autoroutes. Comme par un heureux hasard, d'année en année, le volume des relevés cadastraux effectués par l'administration s'est réduit comme une peau de chagrin. Si, en 1963, les agents de la D.g.i. effectuaient encore 53,2% de ces travaux, ce pourcentage est tombé à 8,2% en 1962. « A la plus grande satisfaction de tous », affirme l'Ordre des géomètres experts. « Mais pas pour la plus grande économie », rétorquent les syndicats. « Un document d'arpentage pourrait, dans les cas simples, être facturé aux environs de 50 F par l'administration », affirme un document de la C.f.d.t., qui accuse : « Effectué par un géomètre, ce travail revient aux alentours de 1 000 F dans la plupart des cas. Certes, il n'y a pas vol, mais facturation de travaux supplémentaires, tels que bornage, établissement d'un plan masse, etc. dont l'utilisateur pourrait très bien se passer. »

C'est pour dénoncer tous ces abus et le démantèlement d'un service public que, lundi, le S.n.a.d.g.i. -C.g.t. organise une consultation contre la privatisation. Et que, mercredi dernier, une table ronde s'est tenue sur le thème « politique foncière et gaspillage des deniers publics ». Organisée par la C.f.d.t., elle a permis aux syndicats de l'Institut géographique national, de la Direction générale des impôts, de la fédération des Finances C.f.d.t., aux élus locaux et aux partis de gauche de confronter leurs expériences et de dégager les grandes lignes d'une véritable politique foncière. Pour le Parti socialiste, Jean Antagnac, député de l'Aude, assisté de Bernard Goury, a insisté sur la nécessité d'un service du cadastre public. Mis à la disposition de l'Etat et des collectivités locales, il leur permettrait de mener à bien leur politique d'occupation des sols et pourrait devenir l'instrument d'une plus grande justice fiscale.

CHRISTINE COTTIN

L'HISTOIRE LITTERAIRE DE LA FRANCE

l'événement de l'édition



Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique, ont ici, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

C'est une œuvre collective

Histoire littéraire absolument nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.

Directeur des tomes

Tome I - Des origines à 1453 : Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen). Tome II - 1453 à 1600 : Henri WEBER (faculté de Montpellier. Tomes III et IV - 1600 à 1715 : Annie UBERSFELD (Sorbonne), Roland DESNE (Université de Reims). Tomes V et VI - 1715 à 1794 : Michèle DUCHET (Ecole normale supérieure de Fontenay) et Jean-Marie GOULEMOT (faculté de Tours). Tomes VII et VIII - 1794 à 1848 : Pierre BARBERIS (Ecole normale supérieure de St-Cloud) et Claude DUCHET (Université de Vincennes). Tomes IX et X - 1848 à 1914 : Claude DUCHET. Tomes XI et XII 1914 à nos jours : Michel DECAUDIN (Sorbonne), et André DASPRE (Université de Nice).

Tous les genres littéraires

Des classiques au roman policier, des œuvres en langue d'oc à la bande dessinée, tous les genres littéraires sont traités. Sans préjugés politiques ou d'idéologie, cette étude est ouverte à tous les auteurs des plus connus aux méconnus. L'éclairage nouveau sous lequel ils sont présentés les restitue dans leur époque avec une parfaite authenticité. Ainsi, par l'étude critique des auteurs de tous les genres littéraires, comme de toutes les périodes, cette collection constitue de la manière la plus vivante le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel.

L'iconographie

L'illustration a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblé pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents peu connus.

Présentation

- 12 volumes élégamment reliés, gravés à l'or fin d'après des fers originaux ;
- Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites ;
- Typographie en Times corps 10, impression en deux couleurs avec notes infrapaginales.
- EN ANNEXE de chaque volume : bibliographie, index des auteurs et des œuvres et de précieux tableaux chronologiques et synoptiques.

Une critique unanime

"L'HISTOIRE LITTERAIRE DE LA FRANCE sera de ces rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition". (Jacques CELLARD, le Monde)

"Enfin une HISTOIRE LITTERAIRE comme les socialistes en rêvaient". (Nouvelle Revue socialiste).

"Une entreprise stupéfiante, gigantesque..." (J. PRASTEAU, le Figaro)

"Loin de reprendre de vieilles classifications universitaires, "L'HISTOIRE LITTERAIRE DE LA FRANCE" dégage les lignes de continuité et les points de rupture et met en évidence les œuvres qui consonnent avec notre sensibilité comme avec les recherches de l'avant-garde, voilà qui mérite d'être salué !" (Claude BONNEFOY, le Quotidien de Paris).



Plus qu'une encyclopédie c'est un véritable panorama des idées et des arts

Office Publicitaire de France

Bon de documentation gratuite à retourner à
CULTURE
ARTS ET LETTRES
24, rue de Rocroy 75010 PARIS

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Profession .....

U *désire être documenté gratuitement sur l'HISTOIRE LITTERAIRE DE LA FRANCE*

Confidentiel

changer la vie sociale et économique

L'ALIBI DE LA NUIT

En dix ans, le nombre des travailleurs appelés à travailler la nuit a plus que doublé. «De 10 % des personnes actives, ce pourcentage atteint aujourd'hui près de 25 %» , affirme «Le travailleur d'Alsace» , mensuel de l'Union régionale C.f.d.t. Le patronat, quand on lui oppose les troubles causés par le travail posté sur la santé des salariés, se justifie par les impératifs techniques : impossible d'arrêter des hauts fourneaux. Soit, rétorquent les syndicats qui constatent cependant que dans la majorité des cas le travail de nuit pourrait être supprimé. Un exemple type : celui de la Filature d'Erstein (ex-groupe Schlumpf). Cette entreprise employait 600 salariés. Dès son arrivée le nouveau propriétaire, le groupe Van de Putte, licencie 80 travailleurs et... instaure le travail de nuit pour les salariés restant. Pas d'impératif technique, ici. Seulement la volonté de rentabiliser le matériel et de l'amortir le plus vite possible.

L'ASSASSINAT DU TEXTILE

L'Union patronale des industries textiles se plaint des importations sauvages en provenance de pays à main-d'œuvre peu coûteuse. Mais, dénoncent les syndicats, ces importations sont en réalité le fait des industriels eux-mêmes, tant dans les domaines du textile, de la confection, de la chaussure et des articles de cuir.

Ainsi, en 1976, 25 % des chaussures vendues par les magasins André sont importées. Chez Prouvost-Masurel, la direction a annoncé l'importation de 2,2 millions de paires de chaussettes. Pendant ce temps dans le secteur fabrication de chaussettes, ce groupe procède à des licenciements. Malgré les mesures douanières instaurées sur les produits en provenance d'Asie ou d'Afrique, les patrons poursuivent leurs importations en faisant transiter la marchandise par des pays d'Europe dans lesquels leur entrée est libre. C.g.t. et C.f.d.t. dénoncent le bradage de l'industrie textile française. Depuis 1970, 108.000 emplois ont disparu dans cette branche d'activité et 160.000 suppressions sont prévues par le VIIe Plan. Dans ce secteur, les conflits pour la défense de l'emploi se multiplient. Certains se prolongent depuis plusieurs mois comme chez Réo à Fougères (14 mois), Donal à Rosporden (5 mois), Rhône-Poulenc Textile à Péage-de-Roussillon (4 mois).

DE L'UTILISATION DU PLAN BARRE

La Première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris vient de rendre justice à la Fédération Chimie F.o. dans l'instance qui l'opposait à P.c.u.k. (Société des produits chimiques Ugine Kuhlmann).

Sous prétexte du «Plan Barre» et de l'accord «de modération de prix» conclu entre l'U.i.c. (Union des Industries chimiques) et l'administration (accord qui comporte une clause de limitation de la progression des salaires en 1977) la société P.c.u.k. refusait d'appliquer un accord d'entreprise signé en 1972 et toujours valable, qui prévoit chaque année, au 1er janvier, une majoration supplémentaire des salaires de 1 %.

La Fédération de la Chimie a plaidé son dossier en soulignant que la reconnaissance de la thèse de P.c.u.k. aurait marqué la fin de toute politique contractuelle : en vidant de toute signification la notion d'accord et de Convention collective, puisque les engagements pris auraient pu être violés impunément par le patronat. Et plus encore, c'est tout le droit français qui aurait été remis en question puisque seraient devenus sans valeur tous accords de droit privé, qui jusqu'ici ne pouvaient être remis en cause que par la voie législative ou réglementaire.

En rendant son arrêt, le tribunal donne une leçon sévère non seulement au patronat mais aussi au gouvernement : il montre qu'on ne peut prétendre imposer une politique des revenus, même—et surtout— en violant les accords en cours.

BATIMENT : ÇA VA MAL

Parmi les 1 800 000 travailleurs du bâtiment, nombreux sont ceux qui ont participé mercredi à la grève de 24 heures lancée par la C.g.t. et la C.f.d.t. Mots d'ordre : emploi et salaires.

Emploi, car le chômage prend dans cette branche une ampleur plus qu'inquiétante. Pour la seule région parisienne, le nombre de salariés a baissé de 11 % en quatre ans. L'avenir ne s'annonce guère plus favorable, puisque des licenciements sont annoncés un peu partout.

Salaires, car la politique des patrons du bâtiment est, en ce domaine, particulièrement rétrograde : la moitié des salariés touche le Smic ; et il faut être ouvrier qualifié à un échelon déjà élevé pour arriver à gagner 2 000 F par mois.

Tout cela explique que, depuis un an, les grèves se multiplient dans ce secteur. Après les conflits dans plusieurs chantiers du groupe Bouygues, on assiste aujourd'hui à des mouvements dans de nombreuses entreprises : à Socea, aux Maisons Phénix (Toulouse), dans les Cimenteries Lafarge, etc. 1 500 ouvriers du bâtiment ont cessé le travail dans les Alpes-Maritimes. Et certains chantiers du groupe Fougerolles (7 000 salariés) sont en grève.

ENTREPRISES : UNE PETITE SANTE

Check-up des petites entreprises grâce à un sondage effectué en avril par le Syndicat national de la petite et moyenne industrie. On a posé aux patrons de ces entreprises (qui représentent en France 60 % de la production en employant 4.500.000 salariés) quatre questions-clés :

Vos commandes sont-elles en augmentation par rapport à celles du mois dernier ? 43 % des patrons les estiment équivalentes, et 32 % en diminution.

Tout change si l'on compare à l'an dernier : 39 % des patrons ont vu diminuer leurs commandes, 26 % seulement les trouvent équivalentes.

En ce qui concerne les investissements l'heure n'est pas à l'optimisme : une entreprise sur deux diminue ses investissements, 15 % seulement les augmentent.

Rien de dynamique non plus en matière d'emploi : 77 % des chefs d'entreprise envisagent le maintien des effectifs actuels, 13 % pensent embaucher... et un patron sur 10 prévoit de débaucher du personnel.

U.T.A. NE VOLE PAS HAUT

Depuis le 2 mai, 400 ouvriers des hangars de Roissy bloquent les avions U.t.a. au sol. Loin des escalesde rêve, ils revendiquent une revalorisation de leur pouvoir d'achat. Au lieu de 2.197 F mensuels, ils demandent un salaire minimal de 2.600 F, le remboursement intégral de leurs indemnités kilométriques et surtout l'amélioration des conditions de travail. De plus, ils dénoncent le recours aux salariés intérimaires dans les équipes d'entretien des avions. « La sécurité s'en ressent », affirment les grévistes.

Seule réaction de la direction : un refus de négocier assorti d'envoi d'huissiers et d'une menace de «papier bleu» si les grévistes refusent de laisser sortir les avions. Mais les 400 ouvriers sont décidés à tenir bon. D'abord, ils ont reçu l'appui des ouvriers des hangars du Bourget et de Neuilly-Plaisance. Et le 5 mai dernier, 65 % des 6.000 employés d'U.t.a. ont débrayé pendant 24 heures pour soutenir la revendication des ouvriers.

FURNON DEVRA REINTEGRER

Le tribunal d'Alès a rejeté le contre-référé de Gérard Furnon. Ce P.d.g. d'une entreprise de textile à Saint-Christol-lès-Alès (Gard) vient donc à nouveau d'être mis en demeure de réintégrer 54 de ses 176 ouvrières. Depuis le 20 avril, il leur interdisait l'accès à leur poste de travail parce qu'elles avaient voulu créer une section C.g.t. (voir « l'Unité », n° 249).

ARMEE ESPAGNOLE : LA CHASSE AUX FANTOMES REMPLACE LA CHASSE AUX SORCIERES

Les syndicats verticaux, la Phalange, l'Eglise, l'Armée, toutes les institutions franquistes sont secouées par le processus inexorable de démocratisation en marche en Espagne. Peu après le 25 avril 1974, qui mit fin à quarante ans de régime fasciste au Portugal, neuf membres de l'Union militaire démocratique (U.m.d.) étaient emprisonnés en Espagne au mois de juillet 1975. En novembre de cette même année commençait la longue agonie « du généralissime et caudillo » de l'armée espagnole. Presque simultanément, les légionnaires espagnols abandonnaient le territoire du Sahara.

La disparition du dictateur, de la figure qui pendant quarante années avait réussi à maintenir, en dépit de divergences et de luttes intestines, l'unité de l'armée sous son commandement, allait précipiter la désintégration — déjà à l'état latent — des forces armées espagnoles.

L'apparition soudaine de l'U.m.d. au grand jour est un témoignage vivant du travail souterrain amorcé depuis longtemps par de nombreux éléments de l'institution militaire pour acquérir sa démocratisation.

Depuis que la politique de « réforme » a été entreprise par le gouvernement Suarez, un certain nombre de résistances sont apparues dans les forces franquistes au sein de l'armée face aux changements amorcés, ce qui a donné lieu à des crises successives dont la plus récente fut, le mois dernier, provoquée par l'annonce de la légalisation du P.c.e.

L'armée de Franco fut restructurée pendant la guerre civile pour devenir le pivot autour duquel s'est édifié l'Etat espagnol. On a fini d'ailleurs par assimiler le triomphe de Franco à celui de l'armée (fasciste) contre les républicains. Il conviendrait d'analyser cette affirmation car, si l'insurrection du 18 juillet des « quatre généraux » fut bien une rébellion militaire, elle ne fut en aucun cas la rébellion de l'armée tout entière contre la République. Le clan des rebelles était essentiellement constitué d'un certain nombre d'officiers et de quelques officiers supérieurs qu'on appelait les « Africains » — dont faisait partie Franco — qui avaient acquis une expérience militaire dans les colonies africaines. En revanche, un grand nombre d'officiers payeront de leur vie leur fidélité à la République. Tout le haut commandement de la Guardia civil et de la garde d'assaut s'opposera résolument au soulèvement.

Dans son livre « Histoire de l'armée populaire de la République », Ramon Salas affirme que, sur 15 345 officiers en 1936, 7 700 seulement participèrent au soulèvement, tandis que 1 500 autres seront fusillés et que 3 500 combattront tant bien que mal dans les rangs républicains.

Le triomphe de Franco s'est appuyé pour l'essentiel sur la Légion étrangère, les forces marocaines, le fascisme international et, pour une faible part seulement, sur l'armée espagnole. La répression systématique qui s'abattit sur ceux qui refusaient de se rallier au putsch — la plupart d'entre eux furent fusillés dans les premiers jours de l'insurrection — laissa l'armée républicaine sans cadres militaires compétents. Un correspondant américain, témoin de ces journées, écrivait : « Les officiers fusillés à Madrid, c'est un des souvenirs qui pèseront le plus sur l'âme de l'armée blanche ».

Franco alla jusqu'à approuver la mort de son propre frère, Lapuente Bahamondes, qui s'était opposé au soulèvement à Tétouan. L'esprit de la croisade lancée par le général Mola était alors : « Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous ». Mais un rapport du même Mola en juin 1936 témoigne « du peu d'enthousiasme existant parmi les conspirateurs, à cause de l'apathie régnant au sein de l'armée ».

A l'avènement de la République, le 14 avril 1931, le ministre de la Défense d'alors, Manuel Azaña, entreprit la plus audacieuse réforme militaire de l'Histoire espagnole. Conçue avec un certain esprit antimilitariste — Azaña avait même déclaré publiquement « il faut broyer l'armée » — cette réforme rédigée dans un langage radical — plus sur la forme que sur le fond, d'ailleurs — ne pouvait recueillir les sympathies de l'armée.

Elle consistait en un décret par lequel tout militaire qui le désirerait pouvait passer à la réserve en gardant sa solde intégralement. Plus de la moitié du corps des officiers accueillit favorablement ce décret — ce qui montrait le peu d'attachement manifesté au métier des armes dans la hiérarchie. Les conspirateurs toutefois ne renoncèrent pas et se maintinrent dans l'ombre. Azaña ferma l'Académie générale de Saragosse — alors commandée par Franco — parce qu'il la considérait comme hostile au régime républicain et parce qu'on y inculquait aux cadets un esprit de caste.

Toutes les promotions d'officiers devaient se faire par voie de concours, un nouveau décret élimina toute promotion pour mérites dans les rangs inférieurs à général et tous les « mérites » obtenus pendant la dictature de Primo de Rivera furent annulés. Ces méthodes valurent à Azaña la haine définitive des « Africains », qui se sentaient directement menacés.

La loi Azaña proposait de retirer tout pouvoir politique à l'armée, de réduire ses effectifs, de l'adapter aux projets politiques de la République, de l'épurer de tous les éléments connus pour leurs activités antirépublicaines. Sur 21 000 officiers alors en fonction, il n'en restera que 8 000.

La présence de l'armée dans la vie politique espagnole est une constante depuis le milieu du XIXe siècle. Longtemps, le « pronunciamiento » a constitué l'instrument









« normal » du changement de pouvoir. Mais l'armée espagnole est d'extraction populaire, ce qui la rend plus proche des armées latino-américaines que des armées européennes. Pendant de longues années, les politiciens ont vu dans l'armée, instrument du pouvoir entre les mains de la classe dirigeante, un moyen d'intervention sur la destinée politique du pays. Et ils l'ont cantonnée dans un rôle bonapartiste.

A la fin de la guerre civile, Franco réorganise l'armée pour en faire la colonne vertébrale de son régime. Il commence par restructurer et épurer la Guardia civil, afin de lui confier des tâches plus strictement policières. Aujourd'hui, c'est un des bastions de l'extrême droite.

« La bien méritante » (surnom de la Guardia civil), organisée en 1844 pour protéger les routes, fut constituée initialement de malfaiteurs repentis. Pendant la guerre civile, son haut commandement restera fidèle à la République. Mais l'épuration et les exécutions firent ensuite de la Guardia civil le plus redoutable instrument répressif du fascisme. « La Guardia de Asalto » créée par Azaña fut remplacée en 1941 par la Policia armada (surnommée « les Gris ») qui deviendra vite un efficace organe de répression social et politique. Ses officiers proviennent essentiellement des rangs des sous-officiers d'infanterie. Ses effectifs actuels atteignent près de 33 000 hommes. Quant à la Guardia civil, elle compte 72 000 hommes, répartis dans de sinistres casernes-prisons où ils vivent isolés et haïs de la population.

Franco avait aussi réorganisé la police, qui compte 12 000 hommes répartis dans le réseau des dix préfectures qui composent la Direction générale de la sécurité. De cette dernière dépendent les différentes et tristement célèbres brigades politico-sociales, criminelles, etc.

La guerre terminée, Franco maintint mobilisée une armée d'un million d'hommes qui s'est réduite, depuis, à un demi-million, dont 200 000 militaires de carrière. Par un décret du 25 août 1939, 80% des postes de l'administration de l'Etat sont réservés aux survivants de la « croisade ». Ce qui permet à l'Etat franquiste de tenir bien en main cette trilogie alliée à l'oligarchie espagnole : l'Eglise, l'Armée et la Phalange — transformée depuis en « Mouvement national » et, heureusement, dissoute aujourd'hui.

Les promotions par « piston », liens familiaux, corruption, la domination complète d'une classe dans la hiérarchie militaire imperméable à toute influence extérieure caractérisent l'armée issue de la guerre civile. Une armée qui soumet rapidement tout le pays à sa bureaucratie parasitaire.

Les années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale furent difficiles pour le régime de Franco. Bien que l'intervention franquiste se soit limitée à l'envoi de la division Azul en 1941 (40 000 hommes) sur le front de Leningrad, son existence se voit menacée par la victoire des Alliés. Mais l'iso-

→



Franco passant ses troupes en revue, en 1943.

lement de Franco ne durera pas longtemps car, parallèlement à l'application du plan Marshall, les Américains soutiendront le franquisme.

A partir des années cinquante, la dépendance espagnole vis-à-vis des Etats-Unis va être une des causes principales du malaise qui s'installe au sein du corps des officiers espagnols. Les Etats-Unis, qui promettront tout, se contenteront de piller les richesses du pays et d'y installer des bases stratégiques comme celles de Moron, Torrejon et Rota.

L'armée actuelle souffre encore des séquelles de cette situation d'après guerre et le malaise souterrain qui la traverse a fait surface plusieurs fois depuis 1966.

Au commencement du siècle, les officiers espagnols étaient issus des classes moyennes et populaires. Aujourd'hui, le recrutement des officiers est caractérisé par deux phénomènes : l'endogamie et l'autorecrutement. La majorité des officiers sont fils d'officier. Dans l'armée de Terre, le pourcentage s'élève à 80%, à 60% dans la Marine et à 56% dans l'aviation. Sur 15 116 sous-officiers de l'armée de Terre, seuls 1 300 possèdent un quelconque diplôme ; les autres sont pratiquement analphabètes.

Dans leur majorité, les militaires de carrière proviennent de régions peu industrialisées comme la Galice, la Castille, Saragosse. Beaucoup moins de Catalogne et du Pays basque, où l'armée a plus qu'ailleurs la réputation d'être l'instrument du Pouvoir central. L'isolement social dans lequel se trouve le soldat de métier, ainsi que le policier, est un facteur important de son malaise. Mal vus par la population, mal payés par le gouvernement, obligés dans leur majorité d'avoir un autre emploi pour subsister, sans niveau culturel, les militaires de carrière se sentent frustrés dans un système corrompu qui empêche toute promotion. Un abîme sépare deux générations : les privilégiés qui ont fait la « croisade » et tous les autres. Le commandant d'état-major Julio Busquets dans son livre « Le militaire de carrière en Espagne » évoque cet isolement social commencé dans les académies militaires et poursuivi dans les casernes.

Cette insatisfaction économique et sociale a accentué les tensions culturelles et politiques ressenties par les jeunes officiers qui n'ont pas vécu la guerre civile. Le manque de prestige de l'armée auprès de la population, sa totale dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, sont des causes d'humiliation et de mécontentement pour les officiers. De plus, le matériel fourni par les Américains à leurs affidés espagnols est de mauvaise qualité et techniquement « antique ».

Officiers et soldats clandestins

Des mouvements clandestins existent depuis longtemps dans l'institution militaire (officiers et soldats). Les premiers sont apparus dans les années 30 avec l'Union militaire espagnole, l'Union militaire républicaine antifasciste ou encore le mouvement Forja du capitaine Luis Pinilla, dissous en 1958. En 1970 apparaissent « la Voix du soldat » et un « Bulletin d'information des officiers et sous-officiers », ainsi qu'une « Commission démocratique des aviateurs » ou encore des pamphlets de l'Union démocratique des soldats.

Toutefois, la première organisation qui puisse se prévaloir d'une réelle implantation est l'Union militaire démocratique (U.m.d.), qui sort de l'ombre en juillet 1975 quand furent arrêtés neuf de ses membres, tous officiers. Les 8 et 9 mars 1976 siégea à Hoyo de Manzanares un Conseil de guerre, pour statuer sur le sort des militaires emprisonnés. Les peines oscillèrent entre deux ans et demi et huit ans de forteresse, alors que le sang coulait à Vitoria.

Depuis, amnistiés par le gouvernement Suarez, les membres de l'U.m.d. sont en liberté provisoire. Actuellement, ils n'ont toujours pas réintégré l'armée. « Nous ne voulons pas de rébellion, nous voulons qu'il n'y ait plus de putsch militaire en Espagne », déclaraient les officiers à leur sortie de prison en avril dernier tout en réaffirmant leur volonté de reprendre du service dans les forces armées. Devant la timide réforme militaire commencée par le gouvernement Suarez, le capitaine Reinlin commentait : « Les principes démocratiques pour lesquels nous luttons ont été pris en compte même si ce n'est qu'en paroles... nous devons donc être réintégrés ».

Le mérite de l'U.m.d. est d'avoir parlé à haute voix et rompu le silence dans lequel se complaisait l'armée. Organisée clandestinement en 1974, elle s'opposa à l'exécution de militants révolutionnaires de l'Eta et du



Un document d'actualité

Paul Bernetel

Les enfants de Soweto

L'Afrique du Sud en question

Collection « Les grands sujets » dirigée par Claude Glayman.

Stock



Juan Carlos, peu avant le retrait des légionnaires du Sahara espagnol.

Frap — lors de cette exécution, c'est la Guardia civil qui fut utilisée et non l'armée, comme il est habituel quand il s'agit de fusiller des condamnés. D'autre part, l'U.m.d. appuie l'indépendance du Sahara et préconise le retrait de l'Espagne de ce conflit colonial. En ce qui concerne les bases américaines, l'U.m.d. n'a pas de position définie. Et, bien qu'hostile au séparatisme, elle se prononce pour la création d'un Etat fédéral.

Selon certains membres de l'U.m.d., « l'armée est très divisée ». Notre objectif, disent-ils, « c'est que les forces armées cessent d'être la garde prétorienne de l'oligarchie ».

Dans leur manifeste « Pour la liberté et la justice sociale », ils affirment : « Les gouvernements doivent obtenir le pouvoir du peuple et non par la grâce de Dieu inspirant un chef messianique ». Les militants de l'U.m.d. se proclament partisans d'une alternative démocratique et de l'union de toutes les forces démocratiques, tout en réaffirmant leur totale indépendance à l'égard de quelque parti que ce soit, ainsi que leur volonté d'aider au déroulement du processus démocratique et non de le diriger.

L'année 1976 a été celle de la « réforme » Suarez, qui a rencontré de vives résistances au sein de l'armée. Peu après que le roi Juan Carlos eut renouvelé les accords militaires avec les Etats-Unis, s'est installé un grave conflit entre le gouvernement et la droite militaire. La cause en fut l'annonce faite par le gouvernement de la légalisation des centrales syndicales.

Les lieutenants généraux Iniesta Cano et Santiago de Mendivil furent versés dans le cadre de réserve immédiatement après avoir écrit quelques lettres où ils étalaient leurs dissensions avec le gouvernement. Ce qui fut considéré comme un manquement à la discipline militaire. Santiago de Mendivil s'élevait contre la prochaine légalisation des centrales syndicales de gauche : U.s.o., C.n.t., U.g.t. et commissions ouvrières et affirmait : « L'évolution politique de notre patrie prend un chemin et se développe selon des plans auxquels je ne m'identifie pas ». Son compagnon d'armes Iniesta Cano se solidarisa avec lui. Depuis 1939 il y avait eu seulement quatre cas de lieutenants généraux sanctionnés et mutés à la réserve.

Dans des circulaires internes, on a interprété ces changements comme une intention délibérée de restructurer l'armée espagnole autour des objectifs de la « réforme ».

En décembre dernier, les manifestations de gardes civils devant le siège du gouvernement apparurent comme une conséquence de la destitution de quelques hauts responsables de la Guardia civil. Finalement, en janvier de cette année fut créée la charge de général en chef de l'état-major de l'armée, où fut appelé le lieutenant général Vega Rodriguez.

Cette réforme est le préalable à la création d'un véritable ministère de la Défense qui séparerait enfin les fonctions politiques des fonctions militaires si intimement confondues pendant le franquisme. Le lieutenant général Vega Rodriguez a d'ailleurs récemment déclaré : « J'estime nécessaire et urgente la création d'un ministère de la Défense ».

A l'occasion d'une commémoration militaire, en janvier dernier, le vice-président chargé de la Défense, le lieutenant-colonel Gutierrez Mellado, traça les premières grandes lignes d'une politique militaire de la monarchie.

Les semaines de rapts et d'assassinats vécues à Madrid en janvier et février de cette année, furent une tentative de l'extrême droite pour déstabiliser le régime et provoquer l'intervention de l'armée. Ce furent des jours de tension au cours desquels l'extrême droite appelait de ses vœux « l'armée au pouvoir ».

Juan Carlos, animé du désir de calmer les esprits et de s'imposer comme « le premier soldat d'Espagne », visita personnellement l'une après l'autre des bases militaires. Quant à Adolfo Suarez, il déclara à la presse : « Un pas en arrière, jamais ». Ce fut la première crise au cours de laquelle on vit gouvernement et opposition d'accord pour mettre un terme à l'activité de l'extrême droite. L'U.m.d. publia un communiqué où elle appelait « à parvenir à la liberté, la démocratie et la vie en commun ». Le général commandant la troisième région de la Guardia civil condamna également les attentats d'Atocha.

La légalisation du P.c.e., au mois d'avril dernier, a provoqué une nouvelle agitation dans les rangs de la droite militaire. Sa conséquence immédiate fut la démission de l'un des plus « politiques » parmi les militaires, l'amiral Pita da Veiga, ministre de la Marine. Quelques heures après l'annonce de la légalisation, Juan Carlos fut obligé de suspendre un voyage dans l'attente des éventuelles réactions.

De l'Alliance populaire de Fraga Iribarne jusqu'à Force nouvelle de Blas Pinar, une campagne anticommuniste se déchaîna rapidement, la légalisation du P.c.e. étant considérée comme un « véritable coup d'Etat ». Le vice-président Gutierrez Mellado et le nouveau chef d'état-major Vega Rodriguez, hommes-clés de l'armée dans le nouveau gouvernement paraissaient toutefois contrôler la situation.

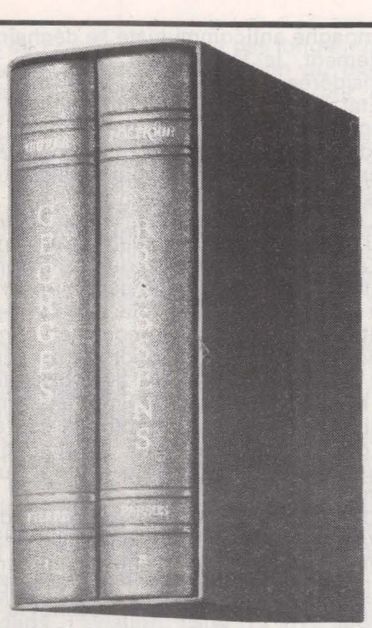
Le 16 avril dernier, une note du ministère de l'Armée fut diffusée, mettant un point final à la crise — au moins pour le moment. Il y était question « du refus général provoqué par la légalisation du P.c.e. dans toutes les unités de l'armée ; néanmoins, en considération des intérêts supérieurs de la nation, le fait accompli était admis avec discipline ». La note, signée par le ministre des Armées, Felix Alvarez Arenas, réaffirmait son appui au gouvernement et au roi, et fut envoyée à tous les responsables, du général au sergent.

Une semaine plus tard, le dernier décret royal relatif à l'incompatibilité des charges politiques et militaires, établissant l'impossibilité pour tout militaire d'avoir une activité politique, fut promulgué — aussitôt le commandant Julio Busquets renonça à son poste afin de pouvoir se présenter sur les listes du Parti socialiste. Les nouvelles recrues, au moment de leur incorporation, devront déclarer leur appartenance politique.

La « réforme » militaire entreprise par le gouvernement Suarez s'est limitée jusqu'à présent à quelques changements dans la hiérarchie, tout en assurant la permanence de l'institution militaire franquiste au nom de la monarchie juancarliste. L'extrême droite a tenté et manqué le putsch, c'est indubitable, mais l'armée reste intacte. Toutefois ces changements, aussi limités soient-ils, ont ouvert un processus irréversible de contradictions dans l'après-franquisme. L'Union militaire démocratique revendique aujourd'hui 10% des officiers dans ses rangs. Les vrais changements sont encore à venir. S'agissant d'une institution conçue pour la défense de la classe dirigeante, les réformes et transformations en son sein sont inséparables de celles qui auront lieu dans le pays, grâce à la lutte du peuple espagnol pour construire une société socialiste.

La plupart des organisations démocratiques en Espagne restent sceptiques quant à la prétendue « réforme militaire ». Le mouvement ouvrier et démocratique n'espère rien de Suarez, mais table sur les contradictions intérieures qui le poussent à agir en dépit de tout. Le mouvement des officiers démocratiques qui s'organise dans l'armée leur apparaît plein de promesses. L'expérience portugaise, à travers l'action du M.f.a., a bien montré qu'en aucun cas l'armée ne pouvait se substituer aux forces politiques et syndicales dans un pays démocratique... Il n'en est pas moins certain que ce mouvement d'officiers peut être appelé dans un proche avenir, à jouer un rôle de premier plan dans la future Espagne démocratique.

MIGUEL GARCIA



GEORGES BRASSENS

L'œuvre poétique complète illustrée

2 forts volumes (24/32)
400 pages / 122 poèmes
32 illustrations double-page en couleurs

Tirage limité et numéroté

BON GRATUIT

à retourner aux
EDITIONS du GRESIVAUDAN
43-45 rue du Progrès
38170 SEYSSINET

Sans aucun engagement de ma part, je demande à bénéficier d'une information personnelle sur votre édition de GEORGES BRASSENS

Nom : .....
Prénom : .....
N° et rue : .....
.....
Profession : .....
Ville : .....
Code postal : .....

LE CINEMA FRANÇAIS EXISTE ... IL FAUT POUVOIR LE RENCONTRER !

Au poste de garde de l'Elysée, ce jour-là, le nom du visiteur ne disait pas grand-chose aux fonctionnaires : Joseph Losey. Mais le président de la République, lui, savait qui il recevait et pourquoi il tenait tant à s'entretenir avec le grand cinéaste britannique : il lui demanda d'emblée, paraît-il, pourquoi c'était deux Anglais — Losey et Harold Pinter — qui avaient en chantier l'adaptation cinématographique d'« A la recherche du temps perdu » et non pas un compatriote de Proust. Patiemment, Losey dut expliquer à Valéry Giscard d'Estaing le pourquoi et le comment de la crise du cinéma français. Comme si, d'ailleurs, l'autre ne l'avait pas su et comme si la situation avait pu miraculeusement s'améliorer depuis les conclusions impitoyables de ce rapport Reverdy qui, il y a treize ans de cela, avait été commandé par le ministre des Finances Giscard d'Estaing...

Le miracle, c'est plutôt que le découragement n'ait pas gagné ceux pour qui le cinéma est un peu plus qu'une industrie — les épiciers de la pellicule, eux, arrivent toujours à se débrouiller... Le miracle, oui, c'est que dans une production nationale qui atteint maintenant le double du nombre de films fabriqués aux Etats-Unis, il y ait relativement tant de choses intéressantes. Il est très possible qu'on s'en aperçoive au Festival de Cannes 1977, qui s'ouvre ce vendredi. C'est en tout cas ce que nous ont assuré plusieurs responsables de la sélection cannoise de la Semaine de la critique, de Perspectives du cinéma français et de la Quinzaine des réalisateurs. Alors que par exemple, ajoutent-ils, le fameux cinéma indépendant américain a pratiquement disparu.

Derrière les aînés, au vrai, la relève se fait vite : Jacques Doillon, Serge Moati, André Téchiné et quelques autres hier ; aujourd'hui, une nouvelle promotion de jeunes auteurs qu'il n'est même pas besoin d'aller à la grande foire de la Croisette pour connaître : sélectionnés ou non à Cannes, leurs films viennent d'arriver en peloton serré dans le circuit ordinaire.

Reste que, souvent, ça n'a pas été facile. Prenez l'exemple d'Henri Helman, dont le film « Le cœur froid » ira à Cannes dans le cadre de Perspectives. Helman, après l'école de Vaugirard, a pris le temps d'apprendre son métier comme assistant de Bertucelli, Carné, Chabrol, Robert Parrish... Il avait l'ambition légitime d'un grand premier film, sur Louis XI. « Trop cher »... Helman donc a dû se contenter de l'adaptation d'un roman (de Georges Arnaud), tourné « en participation » (financière) avec ses comédiens et ses techniciens. Heureusement, ce genre de coup de poker sur lequel peut se jouer la carrière d'un jeune cinéaste de 29 ans a ici toutes les chances de réussir : même si elle faiblit dans les ultimes épisodes, l'histoire ne peut laisser indifférent de cette jeune fille engagée pour s'occuper d'un enfant déficient et qui découvre un monde inquiétant.

Autour de son interprète principale — la remarquable Maud Rayer, venue de la télévision et du « Paulina 1900 » de Jean-Louis Bertucelli — Helman tisse l'entrelacs de l'insolite et du quotidien, fait monter l'angoisse... Avec une efficace maestria qui fait attendre beaucoup de ce qui suivra « Le cœur froid », encore exercice de style même s'il est plus et mieux que cela.

Leurs vingt ans trahis

C'est également un premier long métrage que « Touche pas à mon copain » de Bernard Bouthier (33 ans). « Premier » au cinéma, du moins, puisque l'auteur a fait tout petit ses premières armes dans l'équipe Zoom-Seize millions de jeunes et tourne depuis dix ans pour la télévision. D'avoir ainsi, pour les besoins du reportage, fréquenté tous les milieux a probablement développé chez Bouthier cette sensibilité au quotidien qui imprègne son film.

Comme le titre l'indique, c'est un hymne à l'amitié : celle de quatre anciens copains d'adolescence que réunit le retour au pays de l'un d'eux, Jean, émigré depuis sept ans, et qui constatent à cette occasion à quel point ils ont renoncé aux désirs et aux projets de leurs vingt ans, à quel point ils ont sinon trahi, du moins composé. Il y a là le petit journaliste régional qui n'ira jamais au-delà du premier chapitre du roman qu'il a voulu écrire, le fou de théâtre qui s'est résigné à l'import-export, l'assureur meurtri dans son idéal politique de 68, Jean enfin que sa passion de la musique a entraîné jusqu'aux Etats-Unis jouer avec McLaughlin mais que le retour à Paris a déçu parallèlement à un mariage qui a mal tourné. Quatre « vitelloni » languedociens qui ont refusé tout choix, toute décision, entraînés dans une fuite en avant qui les fait louvoyer entre adolescence et âge adulte, dans une époque qu'ils estiment être elle-même entre deux époques — « Et je me sens comme eux », dit Bouthier.

Le plus étonnant, c'est ce que Bouthier a réussi à obtenir de comédiens qui sont tous des non-professionnels. Le plus extraordinaire acteur de « Touche pas à mon copain » se révélant cependant être la ville de Sète, omniprésente, bruissante, colorée, pleine de ruelles dégringolantes, de toits brûlés de soleil et de rires de filles. Pour en parler avec tant d'amour, est-il étonnant que Bouthier soit Sétois ?

Il n'est pas mauvais après tout que les cinéastes français, à intervalles réguliers, redécouvrent cette vérité : oui, il est possible de tourner ailleurs que dans les rues de Paris. Oui, la province est on ne peut plus photogénique sans qu'il faille tomber pour

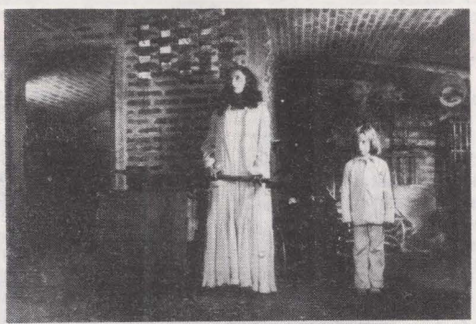
cela dans la carte postale ou dans le pseudo-pittoresque... Il n'y a même pas besoin de tout le soleil du Languedoc. Pour « L'ombre des châteaux », son deuxième long métrage, le banlieusard Daniel Duval (32 ans) a en effet choisi le Nord : « Celui des mines qu'on ferme, des chômeurs, des émigrés, de la misère », explique-t-il. Lieu idéal pour enclore en un ghetto les sous-prolétaires de son film vivotant dans une cabane coincée entre deux crassiers, du côté d'Harnes. Ainsi, cet enfermement d'un ancien mineur impotent et de sa famille, ne communiquant plus avec le monde — pas même par le lien passif de la télévision — ni presque même entre eux, souligne combien le dénuement est moral et culturel plus encore que matériel chez ces laissés-pour-compte, ces marginaux au plus fort sens du terme.

Les marginaux, Duval connaît. A part peut-être Raoul Vergez et Jacques Baratier — dont il a d'ailleurs été le scénariste pour « La décharge » — personne ne sait en parler avec autant d'affection que lui. Est-ce pour cela que ne pèse pas ici la désespérance où l'Italien Mario Brenta enfonce son sous-prolétaire, dans l'admirable et impitoyable « Vermisat » ? Les deux fils et leur sœur dessinés par Duval ont droit à une petite lueur au bout du tunnel : un vague rêve de Canada. Mais dès qu'ils tentent de s'approcher de l'extérieur, de ce monde qu'ils ignorent, ces « primaires » sont d'avance condamnés : cette histoire d'amour fraternel éperdu s'achève dans une barque où le plus simplet des trois conduit sur une sorte de Styx les corps de son frère et de sa sœur, peut-être vers ce dieu lointain qu'ils appelaient « le Président des Républiques du Canada ». Pour tant de chaleur humaine, on a envie à la fin du film de dire merci à Duval ainsi qu'à son protagoniste Philippe Léotard, un ancien du Théâtre du Soleil qui est en train de monter très haut...

Boîte à chaussures

Curieusement, c'est avec des analogies de distribution (Léotard, Dalio) et surtout de décor (Nord-Pas-de-Calais-Picardie) que René Féret (prix Jean-Vigo pour « Histoire de Paul ») a traité ce qui est aussi son deuxième film : « La communion solennelle ». Ce ch'timi de 31 ans ne manque pas d'ambition : retracer l'histoire d'une famille — fortement inspirée de la sienne — de 1890 à nos jours... Sans grande fresque à la « 1900 », juste avec le Kodak de sa mémoire et de celle des parents, sans contraindre le spectateur à une gymnastique trop rude pour tout saisir de ces épisodes livrés un peu en vrac.

Paysans, chevillards, mineurs, gardes-champêtres, ménagères, bouchers, bistros, coiffeuses, boulangers, syndicalistes, électriciens, petits commerçants, ils sont tous là











à l'appel d'une mémoire collective.

Il y a deux façons de ranger les photos de famille : bien classées, dans un album ; ou en vrac, dans une boîte à chaussures ou une valise. « La communion solennelle » est une immense boîte à chaussures. Et Féret y puise au petit bonheur et sans gros effort de chronologie, un repas de communion constituant le seul moment-repère où le puzzle est reconstitué... Il faut aussi faire semblant de ne pas voir que le goût du légendaire et le mensonge familial ont un peu retouché les portraits des ancêtres : d'où ce plaisant désordre où le spectateur est prié d'apporter son propre ordre, cet arbre généalogique où chacun est invité à greffer ses propres branches.

Le reste, c'est l'affaire de l'auteur. Mais alors là ! Comme un conteur de veillée, Féret a le génie d'enjamber un épisode, d'accomplir une plongée fulgurante sur un fait minuscule pour l'épanouir en un épisode gonflé de sens, de nous entraîner aux antipodes du plat réalisme qui aurait rendu insupportable le tourbillon de ces trois familles — la paysanne, l'ouvrière, la commerçante — de ces vingt personnages et de ces soixante acteurs. « La communion solennelle » est un film à la fois beau et important.

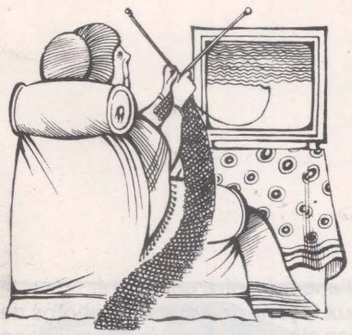
Au chômage

Quel sens, après cela, donner à la dénonciation d'une crise du cinéma français ? On a dit parfois qu'il manquait de courage ; des œuvres comme « La question » de Laurent Heynemann **(voir notre précédent numéro)** prouve qu'il n'en est rien. Manque de talents, alors ? Les exemples ci-dessus montrent que non. Et au débat que la Fnac avait organisé samedi sur l'avenir du septième art dans notre pays, toutes les parties représentées sont tombées d'accord que le problème du cinéma français n'était pas un problème d'auteurs.

Alors ? Alors, le drame c'est que leur talent ne garantit nullement à ces jeunes réalisateurs que leur film pourra être produit. Ni qu'il pourra être distribué. Ni qu'il sera maintenu dans une salle le laps de temps nécessaire à ce qu'on sache qu'il existe. Ni que son éventuel succès permettra de s'attaquer à un deuxième film, ou à un troisième, ou à un dixième. Lorsqu'on voit comment ont été réduits au chômage, des années durant, des gens de la taille d'Alain Resnais ou de Jacques Tati. Faute de vraies solutions, dont les préalables (économiques, de structures, intellectuels, éducatifs, etc.) ont été rappelés par le Parti socialiste en novembre dernier, doit-on suggérer à Helman, Bouthier, Duval, Féret et aux autres de se résigner à ce triste sort — et les spectateurs avec eux ?

SERGE RICHARD

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 13 MAI

La première partie de « Panama », dossier télé sur les travaux du canal et le scandale qui s'ensuivit (21 h 30, F.r.3).

Harris et de Sédouy (voir aussi p. 12), Francine et Alain Gomez, etc. à Apostrophes : les patrons (21 h 30, A 2).

Portrait de l'Angleterre des années soixante : à Ciné-club, « Tout ou rien », de Clive Donner (22 h 50, A 2).

SAMEDI 14

François Mitterrand au magazine Trente millions d'amis (18 h 05, T.f.1).

Enquête sur un suicide : un téléfilm de Pierre Koralnik présenté par la télévision suisse, « Moi... exilée » (20 h 30, A 2).

Elizabeth Schwarzkopf et l'Orchestre philharmonique de Vienne dirigée par Karajan dans « Le chevalier à la rose », l'opéra de Richard Strauss (20 h 30, F.r. 3).

DIMANCHE 15

La première émission d'une série musicale d'Hélène Martin, « Pierrot la chanson » (17 h 30, T.f.1).

Très attendu : Pierre Mendès France au magazine L'Homme en question (20 h 30, F.r.3).

La deuxième partie de Les Français et la contraception (22 h 45, A 2).

LUNDI 16

Tribune libre : Roger Garaudy (19 h 40, F.r.3).

Sophia Loren, Marlon Brando dans l'adieu de Chaplin au cinéma : « La comtesse de Hong-Kong » (20 h 30, T.f.1).

« C'est ainsi qu'on invente le spectacle » : filmée dans une école du 14e arrondissement, la découverte par les enfants des utilisations créatives de la vidéo (22 h 15, T.f.1).

L'huile sur le feu : l'énergie nucléaire — le Pr Ramade face à un représentant du C.e.a. (22 h 55, A 2).

Le début d'entretiens avec Léopold Sedar Senghor (22 h 30, France-Culture).

MARDI 17

Robert Chapuis dans l'enquête sur les chrétiens et la politique (14 h A 2).

Un débat des Dossiers de l'écran précédé d'un film-télé de Daniel Wronecki : les harkis (20 h 30, A2).

L'école maternelle et primaire : 1ère d'une série de 4 émissions sur la réforme Haby ; suivie d'une tribune avec Haby, Guy Georges (S.n.i.), Jean Cornec (Conseils de parents d'élèves)... (21 h 30, T.f.1).

MERCREDI 18

Tribune libre : le P.c.f. (19 h 40, F.r.3).

Georges Marchais invité du magazine Question de temps (20 h 30, A 2).

Pascale Audret et Jean-Pierre Cassel dans une prometteuse dramatique sur la surveillance sociale : « L'œil de l'autre », de Bernard Queysanne et Georges Perec (20 h 30, F.r.3).

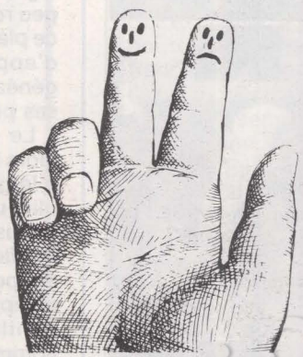
Edmonde Charles-Roux, Gisèle Halimi, Philippe Tesson, etc. au Livre du mois (22 h, T.f.1).

JEUDI 19

Sophia Loren et Marlon Brando rencontrent Pirandello dans « Le voyage », de Vittorio de Sica (20 h 30, F.r.3).

Un « spécial Angleterre » au magazine L'Evénement (21 h 20, T.f.1).

Dans la série Cent mille images : un reportage-enquête sur Ingmar Bergman (21 h 50, A 2).



Spectacles

*** Théâtre des Deux-Portes (46, rue Louis-Lumière, Paris 20e) : Mai de la création (jusqu'au 29).**

Théâtre, chanson et danse : le Théâtre-Ballet de Toulouse les 13, 14 et 15 mai ; le Théâtre Action Tréteau les 16, 17 et 18 ; « Chansons entre deux portes » par Jean-Claude Daumas le 19 ; Le Tournesol (compagnie canadienne) les 20, 21 et 22 ; La Mauvaise herbe les 23, 24 et 25 ; La chanson chilienne en exil à Paris, le 26 : Antonio Orihuela, Mariana et Patricio Mannes.

*** Maison de la Culture de Chalon-sur-Saône : Mois de la danse (du 17 au 28 mai).**

Des films : « Le sacre du printemps » par Maurice Béjart, « La journée d'un danseur » par Maurice Béjart, « Body-Motron-Time », « Chantons sous la pluie », « Broadway Melody » et « Tous en scène ». Des stages, des ateliers et des débats. Des spectacles : avec les écoles de danse de la région, le Ballet de poche et Carolyn Carlson.

*** Nancy : 2e Mai théâtral du jeune public (jusqu'au 31 mai).**

Un festival des troupes pour enfants organisé par la Comédie de Lorraine : 9 spectacles, 70 représentations et plusieurs expositions et colloques. Les compagnies présentes : Le Bonhomme rouge, de Paris, La Pomme verte, de Sartrouville, La Guimbarde, de Wavre (Belgique), Le Théâtre Benjamin », de Bruxelles, Le Théâtre pour l'enfance et la jeunesse, de Sofia (Bulgarie), etc.

A NE PAS MANQUER

ELLA EST LA

Ella Fitzgerald, l'un des grands noms de la musique noire américaine, est à Paris mardi prochain (au Palais des congrès) avec Count Basie et Oscar Peterson : une visite habituelle, mais toujours attendue. D'autant qu'elle est le point d'orgue d'une riche période commencée avec un concert de l'organiste Klaus Schulze — qui publie simultanément un album très brillant, « Mirage » (Island 068-98 870) dans la lignée de son Grand prix du disque.

Après un autre habitué — Chuck Berry — et avant le très attendu Art ensemble of Chicago, qui arrive au 19 rue Campagne-Première jeudi prochain, voici le nouveau n° 1 brésilien : Martinho da Vila, annoncé déjà par un disque aussi attachant que son titre, « Rosa do povo » (R.c.a. PL 40504). Il sera au Campagne-Première jusqu'au 14 mai, qu'on se le dise...

*** Lyon (Ensemble universitaire de Bron-Parilly, avenue de l'Université, Bron) : Festival international du théâtre universitaire (jusqu'au 15 mai).**

Une trentaine de spectacles, joués par des troupes universitaires du monde entier : d'Afrique, d'Allemagne fédérale, d'Italie, du Portugal, d'Angleterre, de Pologne et de France.

*** Fondation Royaumont (Abbaye de Royaumont, Asnières-sur-Oise) : 28e saison musicale.**

« La truite » de Schubert et « La nuit transfigurée » de Schönberg le 14 mai.

*** Saint-Cyprien en Périgord : Festival de musique et de gastronomie (du 19 au 22 mai).**

17 manifestations en 4 jours, dont 3 concerts pour enfants et des repas gastronomiques chaque soir. Avec la participation d'Antenne 2, de F.r.3-Bordeaux et de la télévision suisse romande. France-Musique enregistrera 7 concerts. Au programme : Brahms, Schumann, Prokofiev, Bach, Maderna, Schubert, Diego Masson, Stravinski, Michel Portal, Cage, etc.

*** Palais des Glaces (37, rue du faubourg du Temple, Paris) : les Cimarons le 18 mai, Aswaad le 19, le quintette Cecil Taylor le 27 (tous à 20 h).**

*** Malakoff (Théâtre 71) : 2e Mai culturel.**

« Salut à tous. Karl Marx » par le Théâtre du Palais de la République (Berlin-Est). « Le Roi Jean » de Shakespeare par le Théâtre des manches à balai. « La Marie-Poupette » de Hansjorg Schneider par la Compagnie Charbonnier-Kayat. Et « Fier de 18 heures » par le Théâtre du Palais de la République.

*** Planétarium du Palais de la découverte (avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8e) : Festival de musique électronique et électro-acoustique (jusqu'au 8 juin).**

« Spacecraft », jusqu'au 14 mai. Ariel Kalma (orgue, saxophone et échos verticaux) du 16 au 24 mai.

*** Théâtre Campagne-Première, Paris 14e : Magma (du 16 au 18 mai à 20h30), l'Art Ensemble of Chicago (du 19 au 25, à 20h30 et 22h30).**

*** Béthune (M.j.c.-Maison pour tous, Grande Résidence, Zup de Béthune) : Mai culturel.**

Groupe folk, théâtre, clowns, jeux populaires, colombophilie, etc. (programme détaillé disponible à la M.j.c.-Maison pour tous).

*** Festival de Cannes (du 13 au 27 mai) :**

13 mai : « La chambre de l'évêque » de Dino Risi (Italie). Hors compétition.

14 mai : « J.A. Martin, photographe » de Jean Beaudin (Canada) ; « Iphigénie », de Michael Cacoyannis (Grèce).

15 mai : « Podranki (Les orphelins) » de Nicolaï Goubenko (U.r.s.s.) ; « La communion solennelle », de René Féret (France).

16 mai : « Kicma (Asphyxie) », de Vlatko Gilic (Yougoslavie) ; « La dentellière », de Claude Goretta (Suisse).

17 mai : « Le camion », de Marguerite Duras (France) ; « Padre padrone », de Paolo et Vittorio Taviani (Italie).

18 mai : « Bound for glory (En route pour la gloire) », de Hal Ashby (Etats-Unis) ; Séance de courts métrages français et étrangers ; « Pelé », de François Reichenbach (Mexique). Hors compétition.

19 mai : « Le vieux pays où Rimbaud est mort », de Jean-Pierre Lefebvre (Canada) ; « Una giornata particolare (Une journée particulière) », d'Ettore Scola (Italie).

20 mai : « Budapesti mesek (Les contes de Budapest) », d'Istvan Szabo (Hongrie) ; « Elisa, vida mia (Elisa, mon amour) », de Carlos Saura (Espagne).

21 mai : « Bang », de Jan Tröll (Suède) ; « Le taxi mauve », d'Yves Boisset (France).

22 mai : « The duellists », de Ridley Scott (Grande-Bretagne) ; « Un borghese piccolo piccolo (Un tout petit petit bourgeois) », de Mario Monicelli (Italie).

23 mai : « Three women (Trois femmes) » de Robert Altman (Etats-Unis) ; « Gruppenbild mit Damen (Portrait de groupe avec dames) », d'Aleksandar Petrovic (R.f.a.).

24 mai : « Car wash », de Michael Schulz (Etats-Unis).

25 mai : « I kinigui (Les chasseurs) », de Théodore Angelopoulos (Grèce).

26 mai : « Black joy » d'Anthony Simmons (Grande-Bretagne) ; « Der Amerikanische Freund (L'ami américain) », de Wim Wenders (R.f.a.).

27 mai : « Slapshot (La castagne) », de George Roy Hill (Etats-Unis). Hors compétition.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron
21, avenue F. Drouet
02310 CHARLY-sur-MARNE

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
Tél. : (23) 82.01.97

changer la vie culturelle

Théâtre

DES AMATEURS A NICE

Du 14 au 30 mai, le Théâtre de Nice organise en ses murs un Festival du théâtre-amateur. Jean Vilar disait : « Le passé, l'avenir, le présent du théâtre, n'appartiennent pas strictement au professionnel ; ils appartiennent aussi, techniquement parlant, à l'amateur, à celui qui aime aimer la vie ». Le Théâtre de Nice a retenu la leçon. L'an dernier déjà, il a accueilli, à la même époque, des compagnies d'amateurs pendant une quinzaine de jours. Il récidive cette année. Aspect particulier : toutes les troupes sont de la région. Il ne s'agit donc pas d'une opération de prestige, mais d'une confrontation d'éléments locaux. A savoir : La Chrysalide de la M.j.c. de Vence ; Le Groupe théâtral du lycée de Menton ; Le Théâtre de la Chimère, de Nice ; La Troupe 6, 4, 2 du lycée Masséna de Nice ; Le Théâtre Terminal, de Brignoles ; Le Studio, de Monaco ; Les Tréteaux de l'Echange, de Nice ; l'Atelier-Théâtre Récréation, de la M.j.c. de Cannes-centre ; Le Groupe Onestlagorbe, de Nice ; Ubick, de Nice ; Les Compagnons d'Estienne d'Orves, de Nice ; Le Cercle Molière, de Nice ; La Targo du Var et le Théâtre de Ligour. Souhaitons que pareille manifestation fasse des émules aux horizons de l'hexagone ; et que la preuve soit ainsi faite que la richesse du théâtre en France est inversement proportionnelle à l'intérêt que lui porte le ministère de Michel d'Ornano.

Cinéma

L'I.N.A. A CANNES

L'Institut national de l'audio-visuel, un des avatars issus de l'éclatement de l'O.r.t.f., sera omniprésent à Cannes. Il y présentera en effet un grand nombre de films qu'il a produits ou co produits. On trouvera notamment, dans la sélection officielle : « Les chasseurs » de Théo Angelopoulos (Grèce), « Rimbaud est mort » de Jean-Pierre Lefevre (Canada) et pour la France « La communion solennelle » (voir p. 20). Au hasard des autres lieux de projection : « Mao par lui-même » de René Viénet, « Les lieux d'une fugue » de Georges Pérec, « News from home » de Chantal Ackermann, « La vie au ralenti » de Jean-Christophe Rosé, « Carrara » de Christian Paurellhe et « Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? » de Coline Serreau. Pour Perspectives du cinéma français, l'Ina annonce : « Les apprentis sorciers » d'Elgardo Cozarinsky, « A. Constant » de Christine Laurent, « Moi, Pierre Rivière... » de René Allio et « Le goût du collectif » (Lip) de Daniel Dubosc et Hans Lessing. Dans le cadre de la Quinzaine des réalisateurs, on note aussi : « Les Indiens sont encore loin » de Patricia Moraz, « Les enfants du placard » de Benoît Jacquot et « Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires ! ». de René Viénet. Enfin, l'Ina propose à sa propre sélection : « Les chiens du Sinaï » de Jean-Marie Straub, « Hitler » de Syberberg, « Maladie mortelle » de François Weyergans, « Le goût de la farine » de Pierre Perrault et une réalisation collective : « Ne laissons pas les morts enterrer les morts. »



– "Il est hors de question que je t'emmène dans cet état !..."



– "Julie, ça va mal se terminer, tu vas te peigner un peu mieux !..."



– "Ma parole, tu le fais exprès ! tu sais très bien que ce pull est déchiré, je vais le jeter d'ailleurs !..."



– "Là, tu es toute belle ma chérie, je te reconnais maintenant !"

Livres

L'OMBRE DE LA PETITE FILLE EN FLEUR

La Collection du sourire qui mord, c'est d'abord l'histoire d'un collectif de parents, d'institutrices, de pédagogues, de dessinatrices et de responsables de bibliothèques enfantines qui enrageaient devant la grande misère des livres pour enfants. En avril 1975, ils créent le groupe de recherche « Pour un autre merveilleux » et se mettent au travail. « Nous savions ce que nous ne voulions plus donner à lire aux enfants : des histoires où les confitures sont toujours perchées trop haut, où les petites filles sont presque inexistantes, où le merveilleux vient toujours à point pour enjoliver, stériliser, anesthésier... »

En liaison permanente avec des enfants de classes différentes, la Collection du sourire qui mord a réalisé et publié son premier livre d'images : « L'histoire de Julie qui avait une ombre de garçon ». Julie, petite fille pleine de vie, se fait toujours gronder parce qu'elle se comporte comme un garçon manqué. De jolis dessins, mais pas de happy end à l'eau de rose pour Julie. Seulement une découverte de poids : une petite fille a le droit d'être turbulente comme un petit garçon, qui lui-même a le droit de pleurer comme une fille.

Prochain livre de la collection : « Qui pleure ? », rencontre d'un enfant et d'une vieille dame qui a permis à quelque 600 enfants des écoles primaires et maternelles de la banlieue Est de Paris d'exprimer toutes leurs questions sur les larmes. Pour se procurer ces livres (18 F, chèque à l'ordre d'Immedia S.a.r.l.) ou pour tout contact avec ce collectif, écrire à Immedia, B.p. 8 75 521, Paris Cédex 11.

Exposition

LEGER A CORBEIL-ESSONNES

En 1965 Nadia Léger, la veuve de Fernand Léger, faisait don à la ville de Corbeil-Essonnes de deux cartons du peintre ; ils servirent aussitôt à réaliser deux mosaïques monumentales en façade de la M.j.c. Aujourd'hui, Corbeil renvoie l'ascenseur avec élégance : en présentant, jusqu'au 28 mai, une exposition « Fernand Léger dans la ville ». A la chapelle Saint-Jean on trouve : 8 tapisseries, 1 tapis, 5 mosaïques, 6 bronzes et 2 vitraux géants. Au Centre culturel Pablo-Neruda : 31 lithographies, 55 planches, 2 céramiques et 1 bronze. A l'hôtel de ville : 2 tapisseries, 2 tapis, 1 bronze et 3 céramiques. Une belle somme pour fêter le dixième anniversaire de la M.j.c. et faire la fête à Léger. On a prétendu que Paris valait bien une messe. Léger ne vaut-il pas un billet de train pour Corbeil-Essonnes ?

changer la vie politique en France

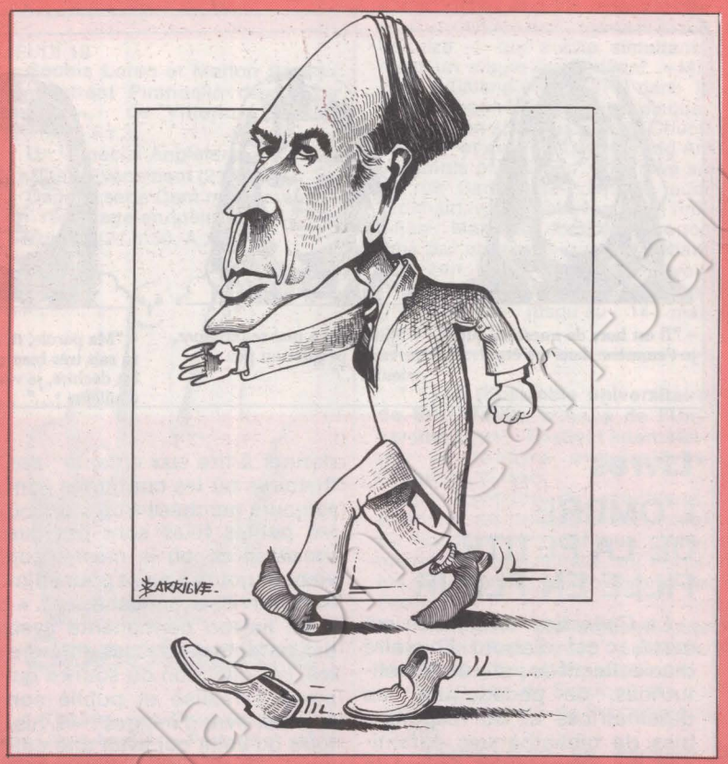
DENI DE JUSTICE... MILITAIRE

L'armée est-elle en toutes circonstances irresponsable ? On peut se le demander à propos de l'accident qui a causé la mort de trois chasseurs alpins du contingent tués par une avalanche dans le massif du Taillefer en avril 1976. Il apparaît que « la mauvaise météorologie, le redoux et l'instabilité de la neige » à cette époque auraient dû s'opposer à la sortie de la section de chasseurs alpins victimes de l'avalanche. Pourtant, la section est sortie et 3 soldats sont morts. Le tribunal permanent des forces armées de Lyon, sans même entendre M. Bridet, père de l'une des 3 victimes, ni les camarades de son fils dont deux ont également subi cette avalanche, n'avait pas hésité à dédouaner l'armée en rendant le 11 février une ordonnance de non-lieu dans cette pénible affaire.

Face à ce qu'il considère comme un déni de justice, M. Bridet n'accepte pas de se soumettre à la raison d'Etat. Patronné par la Ligue des droits de l'Homme et soutenu par les partis de gauche, les organisations syndicales et l'extrême gauche, un comité national s'est constitué « pour que justice soit rendue à Bernard Bridet et ses camarades ». Ce comité a mis sur pied une commission nationale d'enquête civile qui a conclu à la responsabilité de l'armée dans l'accident. Pierre Mauroy, André Bergeron et André Henry sont intervenus auprès du président de la République pour que toute la lumière soit faite sur ce drame mais l'Elysée les a simplement renvoyés à l'ordonnance de non-lieu. C'est dans ces conditions que le comité national a décidé de convoquer à Paris un meeting sur l'affaire ce vendredi à 20 h 30 à la Mutualité.

LES MENACES DE DASSAULT

Marcel Dassault deviendrait-il nerveux, avec l'âge ? C'est la question que l'on peut se poser face à son attitude envers notre confrère « l'Expansion ». Dans



son numéro de mai, ce mensuel publie un article très complet de Bernard Lalanne sur Dassault, l'homme mais aussi l'« avionneur ». Avant même la parution de cet article, quelle ne fut pas la surprise de « l'Expansion » en recevant la visite d'un huissier envoyé par Dassault pour notifier « que M. Boissonnat, rédacteur en chef dudit journal, n'a voulu montrer à M. Dassault que les phrases attribuées à ce dernier... que « l'Expansion » a voulu compléter son information (sur Dassault) en interwievant des membres de sa famille, des amis, du personnel de sa société et des personnes étrangères que monsieur Dassault ne connaît pas ; que M. Dassault vous a demandé le lui soumettre (!) la rédaction définitive de votre article avant la parution, pour mise au point éventuelle afin d'éviter toute inexactitude ; au cas où M. Dassault relèverait le moindre propos tendancieux et diffamatoire dans l'article le concernant, il se verra dans l'obligation d'user... des dispositions de la législation sur la presse et de vous réclamer des dommages et intérêts ».

Dassault n'ayant pas l'habitude de gaspiller son argent, ce n'est sûrement pas pour faire savoir à « l'Expansion » qu'il existe une loi sur la diffamation qu'il a payé un huissier. C'est donc bien une pression inadmissible qu'exerce le propriétaire de « Jours de France » sur son confrère, uniquement parce que ce dernier a refusé sa censure préalable.

NAUSSAC SE FACHE

Lors d'une conférence de presse qu'ils viennent de tenir à Paris, les animateurs du Comité de défense de la vallée de Naussac, en Lozère, ont rappelé leur opposition au projet de barrage qui détruirait 1 280 hectares de terres agricoles et de bois.

Sur place, la lutte se durcit : depuis les dernières élections municipales, les paysans sont soutenus par les élus de gauche qu'ils ont portés à la tête des communes de Naussac, Langogne et Auroux, toutes trois directement concernées par le projet. « Nous lançons un appel à toutes les forces démocratiques du pays, et en particulier aux partis d'opposition, pour qu'elles apportent leur soutien à notre lutte légitime », disent les élus.

Malgré le rejet par le Conseil d'Etat du recours formulé par le Comité de défense contre la déclaration d'utilité publique du barrage, les défenseurs du site ont demandé une médiation à Jacques Blanc, député de la Lozère et secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

DURAFOUR POMPIER PYROMANE

Dans une interview publiée le 10 mai par « la Tribune-le Progrès » de Saint-Etienne, l'ancien maire, Michel Durafour, prend la défense du P.d.g. — démissionnaire — de Manufrance (voir le précédent numéro de « l'Unité »). Tel l'incendiaire qui crie au feu, il en profite pour accuser les socialistes et surtout les communistes d'avoir exagéré et monté en épingle les difficultés de l'entreprise. Pour l'ancien ministre « tout l'enjeu des élections de 1978 est là : la France demeurera-t-elle un pays industrialisé et libre, ou sombrera-t-elle dans l'anarchie, laquelle serait bientôt suivie de la ruine des Français et de la disparition des libertés ? ».

Le 7 mai, lors de la réunion du conseil d'administration de l'entreprise, aucun P.d.g. n'a été présenté. Les deux administrateurs (P.s. et P.c.) représentant la municipalité ont rappelé qu'ils attendaient des propositions de candidature ainsi que celles d'un plan de redressement sérieux. De son côté, le député socialiste André Boulloche a demandé au gouvernement s'il était prêt à prendre les mesures nécessaires pour que l'entreprise dispose des crédits indispensables à la mise en œuvre d'une véritable restructuration : « Il ne serait pas acceptable de placer la nouvelle équipe municipale devant l'alternative ou bien d'accepter un plan de licenciement de plus de 1 100 travailleurs ou bien de conduire à l'asphyxie financière une entreprise dont les liens avec la population sont anciens et profonds ».



VASSILI VASSILIKOS : "LA GRECE EST TOUJOURS EN LIBERTE SURVEILLEE"

Peut-on crier efficacement dans les ruines ? Peut-on tonner d'un lointain exil et se faire entendre d'un peuple ? Victor Hugo a vécu cette pesante interrogation. Les Chiliens la vivent aussi sous Pinochet. Les Grecs ne l'ont pas encore oubliée. Il n'y a pas si longtemps qu'ils survivaient à Paris ou à Berlin, à Rome ou à Stockholm. Il n'y a pas encore deux années et demie que Mikis Théodorakis a pu retrouver le Pirée. Vassili Vassilikos n'a remis le pied sur la terre hellène que le 10 août 1974. Après plus de sept ans d'éloignement contraint et forcé : la prise du pouvoir par les colonels l'avait surpris en gare de Nuremberg le 21 avril 1967. Nous sommes en 1977. En dix ans, il s'est passé bien des choses dans la vie de Vassilikos, dans la vie des Grecs...

Vassilikos est l'auteur du « Journal de Z » devenu « Z » au cinéma et film-flambeau de la résistance au fascisme devant l'opinion mondiale. Né dans le nord de la Grèce, à Kavalla, en 1934, Vassilikos a connu la dictature de Métaxas à 2 ans (en 1936), la guerre civile à 12 ans (en 1946), le fascisme et l'exil entre sa 33e et sa 40e année. Journaliste, écrivain, militant — il est, avec Théodorakis, un des fondateurs des Jeunesses Lambrakis — il regarde avec scepticisme et curiosité, avec un espoir mêlé de crainte, l'apparent « retour à la démocratie » que connaît son pays depuis 1974. Tout danger dictatorial est-il définitivement écarté ? La liberté reconquise est-elle totale ? Voilà les questions qu'il pose publiquement et auxquelles il tente d'apporter ici des éléments de réponse.

Les éditions Gallimard font paraître ces jours-ci « La belle du Bosphore », un recueil de nouvelles écrites par un Vassilikos encore exilé qui rêvait d'un retour prochain en Grèce — écriture prémonitoire à laquelle l'Histoire a donné raison. A l'automne, Gallimard publiera un autre roman de Vassilikos, plus sombre celui-là, « Le médecin légiste », qui décrit minutieusement le milieu de ces milliardaires, véritables chiens de garde du capital, qui sont encore les vrais propriétaires de la Grèce en 1977, de la Grèce de Caramanlis.

J'avais rencontré Vassili Vassilikos en avril 1975. Il m'avait raconté son retour au pays, frais de quelques mois. Il m'avait dit : « Tu sais, j'étais suffoqué, incrédule. Les langues se déliaient librement. Le fascisme n'avait pas vraiment pris. Après un long silence obligatoire, mes concitoyens se révélaient d'une maturité politique insoupçonnée ». Mais il avait ajouté : « La joie n'a duré que quatre mois. Après les élections et la victoire du parti de Caramanlis, le fascisme était peut-être mort, mais la droite était encore au pouvoir. Tout reste à faire. » Qu'est-ce qui a été fait depuis 1975 ? La maturation du peuple grec s'est-elle confirmée ? Où va la Grèce ?

L'UNITE : Comment vis-tu à Athènes en 1977 ? Dans quel contexte ?

VASSILI VASSILIKOS : Je suis écrivain et journaliste. En tant qu'écrivain, je publie tout ce que je veux. Pourquoi la droite au pouvoir m'empêcherait-elle d'écrire ? Puisque, en tout et pour tout, un livre en Grèce a, actuellement, au maximum 20 000 lecteurs, 20 000 privilégiés et convaincus d'avance. L'impact de mes livres n'est pas très grand, donc pas très dangereux...

Comme journaliste, j'ai une audience plus large. Je collabore à « Ta Nea » (« les Nouvelles »), un journal d'information qui tire à 220 000 exemplaires. J'y tiens une tribune libre régulière. J'y dispose également d'une rubrique intitulée « Hors les murs », que je remplis par des reportages sur les villages, les villes et les régions de toute la Grèce. Là aussi j'écris en toute liberté et mes articles rencontrent un certain écho, voire un écho certain.

Mais l'impact de ce que je fais est tout de même relativement limité. Car, comme tous les écrivains ou journalistes de gauche, je n'ai absolument pas accès à la télévision. La télévision est la chasse gardée des hommes de la Nouvelle Démocratie, le parti de Caramanlis : ils dirigent informations et programmes à leur convenance. Ce n'est pas seulement un problème de démocratie formelle. C'est grave. De nombreux Grecs, je dirais même la majorité des Grecs, sont plus ou moins illettrés : ils ne lisent pas de journaux. Mais ils regardent la télévision ! Et le petit écran ne leur sert que la bonne parole de la droite, érigée en vérité nationale.

— Ton travail de plume serait donc totalement inutile ?

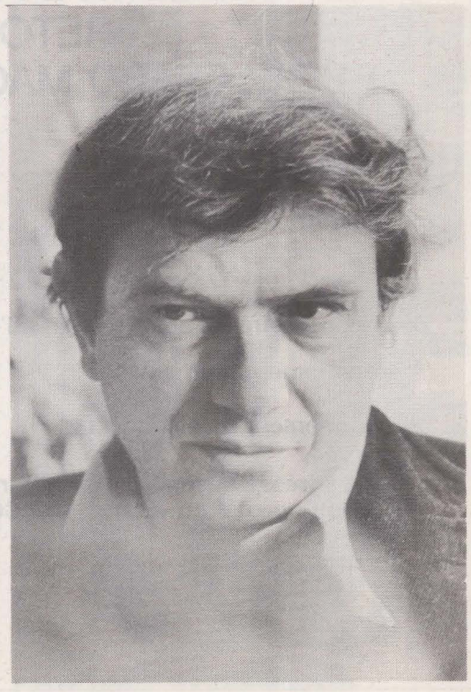
— Non, car un livre comme « La belle du Bosphore » m'a d'abord été utile à moi-même. Je l'ai écrit en Italie, fin 1973 et début 1974. Depuis 1967, je ne produisais plus que des œuvres pour le combat en exil. Il était temps que je me raccroche à la terre même de la Grèce. A travers les nouvelles de « La belle du Bosphore » j'ai exécuté des variations sur un retour imaginaire au pays. En anticipant, au moment où Papadopoulos tombait et où Ioannidis le remplaçait, j'ai remis la Grèce dans ma vie. Rêver un retour, c'était déjà un peu revenir, un peu s'enraciner à nouveau en Grèce. Jeter ce pont avait son intérêt.

Pour « Le médecin légiste », l'unité est plus évidente et plus large. J'y raconte l'histoire d'un armateur grec — appelons-le X, mais chacun le reconnaîtra — qui tue sa femme et tente de faire croire à l'opinion qu'il s'agit d'un suicide. On suit l'histoire à travers le personnage du neveu d'un médecin légiste. Ce toubib est un homme de gauche qui s'est « mouillé » dans plus d'un combat. Il n'empêche qu'après avoir constaté le meurtre il revient sur ses déclarations et conclut au suicide : entre-temps, l'armateur lui a donné de l'argent pour l'aider à « bien rédiger » son rapport... « Le médecin légiste » est d'abord paru en feuilleton, abondamment illustré, dans un journal grec. Je ne crois pas qu'il soit passé inaperçu. Je ne crois pas qu'il n'ait pas entraîné quelques réflexions chez les lecteurs !

— Tu es un intellectuel grec parmi les autres, un écrivain parmi d'autres. Ensemble, quel rôle pouvez-vous jouer en Grèce aujourd'hui ?

— Je suis d'une génération qui, dans sa prime jeunesse, n'a pris part à rien : j'étais trop jeune pendant la guerre civile. Et d'une génération qui a hérité d'événements qu'elle n'avait pas voulus : le plan de redressement

→







Vassili Vassilikos avec Jean-Paul Liégeois

→

du pays, le plan Marshall, etc. Je suis donc né dans une génération qui a subi, qui n'était pas politisée — les familles la bouclaient à cause des séquelles de la guerre civile encore toute proche — et qui, logiquement, a vécu dans la morosité et la désillusion. J'ai traîné une jeunesse sans éclat qui n'a renversé aucune montagne, qui s'est ennuyée dans un monde sans espoir ni idéal. Et puis sont arrivées les Jeunesses Lambrakis : ce fut le premier sursaut, le premier réveil.

Parvenue à l'âge adulte, secouée par cette première politisation, ma génération a passé beaucoup de temps à remuer la cendre, à rechercher la flamme, bref à lutter contre la désillusion ambiante. Mais à peine étions-nous certains d'être enfin debout que les colonels sont arrivés...

La jeunesse grecque d'aujourd'hui est beaucoup plus politisée, curieuse, sensible, attentive que la jeunesse d'hier — la mienne. Elle est un terreau fertile où les intellectuels et les créateurs peuvent enfin semer. Ce qui a un grand avantage : plus question pour les intellectuels de prétendre se maintenir au-dessus de la mêlée ! Un peuple et ses forces vives sont là qui les interpellent et les forcent à descendre dans l'arène. Il faut constater que la droite n'aime pas beaucoup cela. Elle craint beaucoup ces symboles insaisissables dont elle ne peut prévoir le rayonnement réel. Elle préfère de loin les institutions politiques et leurs appareils, fussent-ils révolutionnaires ou progressistes, car elle peut en mesurer les effets. Mais allez donc prévoir l'impact de Théodorakis ! Ce me semble être une des caractéristiques de la Grèce de 1977 : les intellectuels y jouent un rôle quelque peu démesuré... et bien gênant pour la droite.

— Tu parlais à l'instant des appareils politiques. Où en sont-ils ? Quelle est leur influence ?

— Un sondage effectué récemment à Athènes donne assez bien le poids de chaque parti. La Nouvelle Démocratie, le parti de droite de Caramanlis, qui avait récolté 54 % aux élections de 1974, n'attire plus que 29 % des voix. En revanche, le Pasok de Papaandréou progresse sensiblement : il passe de 13 % en 1974 à 18 % en 1977. Le Parti communiste de l'intérieur, aussi : il recueille aujourd'hui 7 % des suffrages. Le Parti communiste de l'extérieur est en léger recul avec 6 %. L'Eda se maintient à 5 %. Mais, globalement, la gauche est en progrès. Et, si l'on y ajoute les voix du centre, la droite est désormais nettement minoritaire.

La gauche s'est renforcée parce que le Pasok a progressé. Le Pasok a progressé pour plusieurs raisons : il est sans passé sanglant, sans attaches avec des événements de sinistre mémoire. Il a pris parti clai-

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (135 F) ☐

▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

rement sur des problèmes essentiels : le pétrole, les rapports avec la Turquie. Il bénéficie de l'auréole qui existe autour du nom de Papaandréou. Il y a peu, Papaandréou n'était pas très crédible, victime d'une légende d'alcoolique et d'anarchiste, d'homme peu correct. Mais, à la télévision, lors des retransmissions des séances parlementaires, le peuple grec a pu découvrir la réalité : Papaandréou est un homme tout à fait présentable, proprement cravaté, calme, intelligent, efficace. La cote du Pasok a aussitôt grimpé dans la population. Le Pouvoir s'en est aperçu : il a rapidement mis fin aux retransmissions en direct du Parlement !

La gauche risque de faire un joli score aux prochaines élections de fin 1977 ou début 1978.

— Joli score, soit, mais peut-elle gagner ? Va-t-elle aller aux urnes unie ?

— C'est bien là que le bât blesse : il n'y a pas encore en Grèce d'union de la gauche. Ce serait même plutôt la chamaille. En vérité, nous buttons sur l'existence et l'opposition de deux partis communistes. L'un reste dogmatique, stalinien : le P.c. de l'extérieur. L'autre, le P.c. de l'intérieur, s'ouvre de plus en plus et commence à beaucoup recruter, aidé en cela par l'attitude de Marchais en France, Carrillo en Espagne et Berlinguer en Italie. Grâce au P.c. de l'intérieur, l'idée d'une Union de la gauche, ou au moins d'un front électoral de gauche, fait son chemin. Mais lentement. Ce n'est pas que l'Eda (qui rassemble les communistes qui sont en désaccord avec les deux P.c.) et le Pasok s'en désintéressent. C'est que le P.c. de l'extérieur y met un préalable : il est prêt à négocier avec tout le monde, mais pas avec un autre parti qui utilise aussi le nom de Parti communiste ! On en est là, dans une situation bloquée : il y a un espoir à gauche, mais la gauche reste divisée. Ce qui entraîne un grand désarroi.

— Et la droite ?

— Comme je le disais, elle est affaiblie. Elle est également divisée : les fascistes ; les royalistes ; et le parti de Caramanlis, la Nouvelle Démocratie. Les fascistes souhaitent un retour à la dictature, clairement. Les royalistes ont surnommé Caramanlis « le traître » : il n'a pas fait revenir le roi. La Nouvelle Démocratie est elle-même secouée par des dissensions internes : la majorité de ses dirigeants est nettement plus réactionnaire que Caramanlis lui-même ; s'il venait à disparaître on se demande ce qui se passerait... Par ailleurs, sur les 180 députés qui s'affichent sous l'étiquette Nouvelle Démocratie, il y a bien une cinquantaine de royalistes bon teint, prêts à tenter d'imposer le retour du roi à la moindre occasion.

— On ne peut donc pas dire que la droite au pouvoir a beaucoup fait progresser la démocratie entre 1974 et 1977...

— Les tortionnaires de la dictature des colonels ont été traduits devant les tribunaux : ce fut un grand spectacle ! Mais qu'étaient-ils, sinon les agents du grand capital ? Ils ont payé. Mais le grand capital n'a pas été touché. Caramanlis a pris la place des colonels ; opération purement formelle. Mais tout est resté comme avant : quelques très riches d'un côté et la grande masse des très déshérités de l'autre. On a changé les marionnettes qui paradent à l'avant-scène, mais on s'est bien gardé de modifier un tant soit peu le système économique. Où est le progrès de la démocratie là-dedans ?

Des questions s'imposent : pourquoi ne peut-on pas déplacer l'actuel chef de la police ? Qui le protège ? Et pourquoi le droit de grève n'a-t-il été voté que de justesse au Parlement ? Et quelle différence y a-t-il entre les inepties que nous sortaient hier les colonels et ce qu'affirme le ministre du Travail de Caramanlis aujourd'hui, quand il dit : « Je ne permettrai pas la lutte des classes dans ce pays » ? Comme si la lutte des classes pouvait être décrétée ou interdite ! La droite des loups s'est donné le visage de l'agneau, mais elle reste désespérément la même : bête et dangereuse.

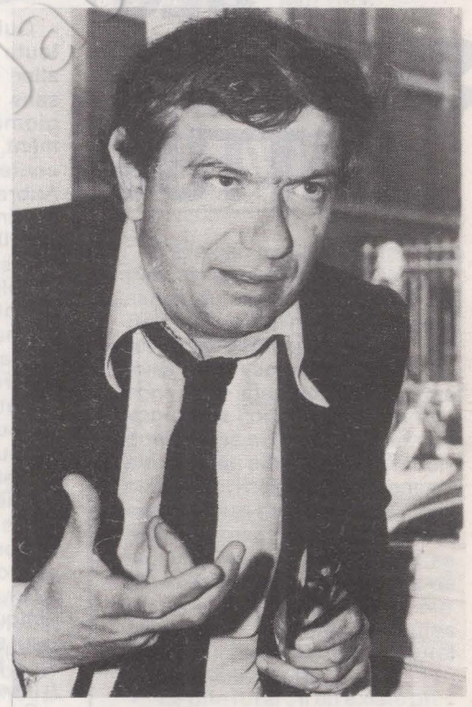
Car il ne faut pas se le cacher : il y a bien un danger. De mon point de vue, dans l'immédiat, ce danger est royaliste. Les royalistes ont leur centrale en Iran, chez le chah. L'argent leur arrive par l'intermédiaire des bijoutiers royalistes d'Athènes. Ils peuvent compter sur l'appui d'une fraction de l'armée. Ils peuvent se servir du chauvinisme : au moindre accrochage avec les Turcs, ils peuvent battre le rappel pour faire l'unité nationale contre la Turquie... et derrière le roi. La vigilance s'impose.

— Entre une gauche divisée et une droite toujours dangereuse, la démocratie grecque réussira-t-elle à se frayer un chemin ?

— La solution n'est pas entre les mains des seuls Grecs. Malheureusement. La Grèce est toujours en liberté surveillée. Le problème, ce n'est pas seulement ce que les Grecs veulent. Le problème, c'est aussi ce que voudront bien les Américains. Car, dans l'état actuel des choses, les Etats-Unis nous tiennent encore en laisse, économiquement et par la droite interposée. De fait, nous ne pouvons pas vivre de nos seules ressources économiques. Donc nous ne pouvons avoir une indépendance réelle. La solution ? Elle serait sans nul doute dans une entrée rapide de la Grèce dans le Marché commun. Ce qui rendrait improbable une intervention directe des Etats-Unis dans notre pays. La gauche, dans les pays de la Communauté européenne, devrait comprendre cette urgence. Sinon, nous resterons en liberté provisoire entre deux périodes de dictature.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS



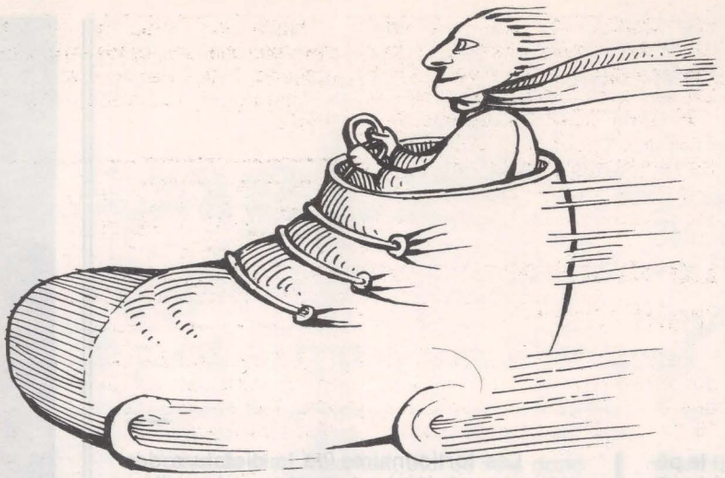




VACANCES: HORS DES SENTIERS BATTUS

Le temps des « bouchons » va revenir. Comme chaque été les routes du soleil et de la mer seront saturées. Même si seulement un Français sur deux part en vacances. Et, si, cette année, nous quittions les sentiers battus ? Si les vacances n'étaient plus seulement une consommation de loisirs, si elles ne servaient plus seulement à la récupération, à la recréation de notre force de travail ? Si elles étaient l'occasion de vivre autre chose, autrement ? L'occasion non plus de consommer mais de rencontrer, d'échanger, de découvrir ? Si nous partions à l'aventure, hors des hordes ?

Non, pas forcément à Bangkok, Tokyo ou Lima : L'aventure ne se monnaie pas toujours à coups de milliers de francs. Elle est bien souvent à notre porte. Et accessible à presque tous...



A PIED

Oui, vous pouvez traverser toute la France à pied et même aller de Hambourg à Biarritz sans rencontrer une seule agglomération. Plus modestement, vous pourrez aussi vous contenter d'une randonnée en Aubrac, dans le Queyras ou aux confins de la Margeride. Draille rocailleuse, sentier moussu, chemin muletier ou simple trace dans la prairie vous feront oublier la triste couleur du macadam. Mais ne risquent-ils pas de se perdre, ceux qui ignorent les subtilités des cartes d'état-major et le maniement de la boussole ? Inutile dans ce cas de jouer au Petit Poucet. Il existe en effet 20 000 kilomètres de sentiers balisés par les bons soins des bénévoles du Comité national des sentiers de grande randonnée (C.n.s.g.r.). Sur ces « G.r. » jalonnés de signes cabalistiques rouge et blanc, on ne peut s'égarer qu'en y mettant du sien, histoire d'éprouver un petit frisson. La plupart de ces « G.r. » sont minutieusement décrits dans des « topos-guides » — édités et vendus par le C.n.s.g.r. — qui proposent un découpage de l'itinéraire et informent sur les possibilités d'hébergement et de ravitaillement à l'étape.

Les « fanas » partent souvent pour des randonnées d'une semaine à un mois à raison de quinze à trente kilomètres par jour. Les plus sportifs couchent sous la tente — il en existe de très légères — et les autres préfèrent les joies plus coûteuses des bonnes petites auberges de village : la marche, ça ouvre l'appétit et donne bonne conscience aux gastronomes (en herbe ou pas).

Ce que l'on découvre au détour d'un chemin ? Tout simplement l'autre France. Et tout ce que l'on ne voit pas à 130 kilomètres à l'heure sur l'autoroute : les fleurs, les écureuils et les oiseaux, le bruit des ruisseaux, l'odeur de la terre mouillée, mais aussi et surtout les gens. Les bergers, les paysans, les villageois et les autres randonneurs que l'on rencontre parfois, ceux à qui l'on ne parle pas dans la rue, dans le métro...

Deux ou trois choses à ne pas oublier : la marche à pied est à la portée de tous, de 7 à 77 ans à condition de ne pas se charger — éliminer du sac à dos tout ce qui n'est pas rigoureusement indispensable — et surtout de « faire » ses chaussures quelques semaines avant le jour J. Les inconditionnels du gadget pourront emporter un podomètre, petit appareil qui permet de savoir la distance exactement parcourue...

Pense-bête du marcheur néophyte

▶ DES ADRESSES

Le Comité national des sentiers de grande randonnée. 92, rue de Clignancourt 75018 Paris. Tél. 255.86.73.

La Librairie du Vieux Campeur : une mine de « tuyaux » (livres spécialisés, cartes d'état-major, topos-guides, etc.) 2, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.

▶ DES LIVRES

« Chemin faisant » de Jacques Lacarrière (Fayard). Lui, il l'a faite sa traversée de la France à pied et ce qu'il raconte est passionnant.

« Les animaux des bois et des champs » de Christiane Sacase (Hachette).

« Guide du promeneur dans la nature » (Hatier).

▶ Des cartes.

L'Institut géographique national (107, rue La Boétie, 75008 Paris) édite :

— des cartes régionales au 1 / 100 000e ;

— des cartes des forêts et des massifs montagneux au 1 / 25 000e ;

— des cartes d'état-major,

— une carte de France au 1 / 1 000 000e des sentiers de grande randonnée.

▶ Des idées.

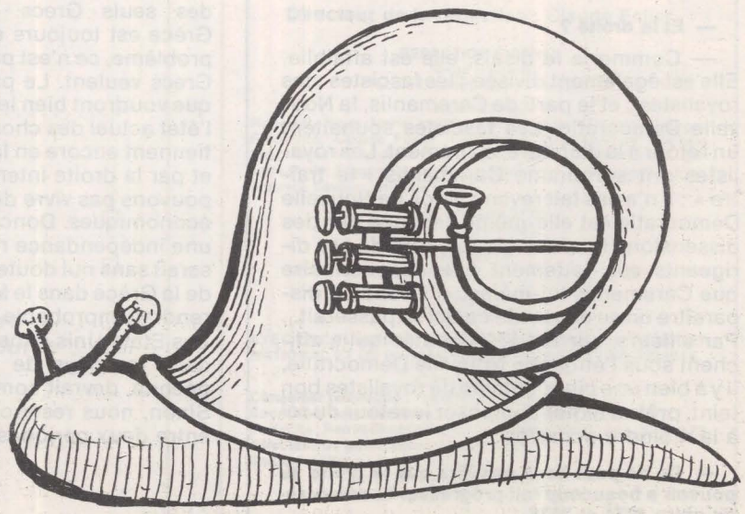
Si vous préférez marcher en groupe, de nombreuses associations de loisirs organisent des randonnées pédestres. Entre autres :

— Traversée des Alpes de Haute-Provence à la Méditerranée. 14 jours en août. Hébergement en refuges et tentes. 720 F environ tout compris. (Chalets internationaux de haute-montagne. 212, Bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 222.55.16).

— Randonnée dans la montagne jurassienne. Du 8 au 28 juillet. Hébergement à la ferme et sous tentes. 1 100 F. Age minimum 18 ans. Tél. : Rencontres de jeunes, 39, rue de Châteaudun, 75009 Paris).

— Randonnées en Cévennes pendant quinze jours. Hébergement au chalet dans des chambres de quatre à huit personnes. Juin et septembre : 740 F. Juillet-août : 940 F. U.c.p.a. 62, rue de La Glacière, 75640 Paris, Tél. : 336.05.20.

— Randonnées en Corse sur le G.r. 20 (pour sportifs seulement...) Du nord au sud de l'île l'itinéraire se déroule en partie à 2 000 mètres d'altitude. 980 F (sans le transport) pour deux semaines (Terres d'Aventure, 5, rue Saint-Victor. 75005 Paris, Tél. : 033.63.51).



A VELO

Adieu la bagnole, elle encombre, elle pollue, elle tue, vive le vélo ! Choisir le vélo à Paris c'est bien... mais découvrir à bicyclette les petites routes vicinales loin si loin des grands axes routiers, c'est encore mieux ! Tout seul, le nez au vent, en famille ou avec des amis, la bicyclette reste comme en 1936, l'été des premiers congés payés, la « petite reine ». En quatre ans la vente de bicyclettes est passée de 1 400 000 à 1 800 000 par an : preuve que les adeptes du cyclotourisme se multiplient. Et ce n'est pas par hasard. Symbole d'évasion, de liberté, le vélo c'est aussi le temps retrouvé. Pas d'horaires, pas d'heures de pointe, pas de record. Car le cyclotourisme exclut par définition tout esprit de compétition. Et c'est aussi — comme la randonnée pédestre — une des meilleures façons de pratiquer un tourisme « doux » : à l'écart des grandes concentrations touristiques (et automobiles) la bicyclette n'occasionne aucune nuisance, ni fumées, ni parkings, ni dégâts causés aux chemins et aux prairies. Et surtout ce véhicule écologique tous terrains autorise rencontres et dialogues avec une population locale qui ressent souvent un « ras-le-sol » provoqué par les gros sabots d'un certain type de tourisme (on y reviendra...)

Autre avantage du vélo : vous pouvez partir en balade du jour au lendemain sans souci de réservations de place ou des embouteillages. En route vous pourrez selon vos goûts (et vos moyens) camper, loger chez l'habitant **(voir les gîtes ruraux et les chambres d'hôtes),** préférer les auberges de jeunesse ou encore vous laisser séduire par quelque hôtel ou « pension de famille » (ça existe encore !).

Quelques précautions si vous envisagez de partir « cycler » : choisissez un vélo équipé d'un changement de vitesses pourvu d'au moins quatre « dentures » et de deux « plateaux » à l'avant sous peine de quelques menues crampes aux mollets !

Pour préparer une randonnée à vélo

▶ Fédération française de cyclotourisme (8, rue Jean-Marie-Jego, 75013 Paris) ; ses différents clubs organisent des circuits régionaux.

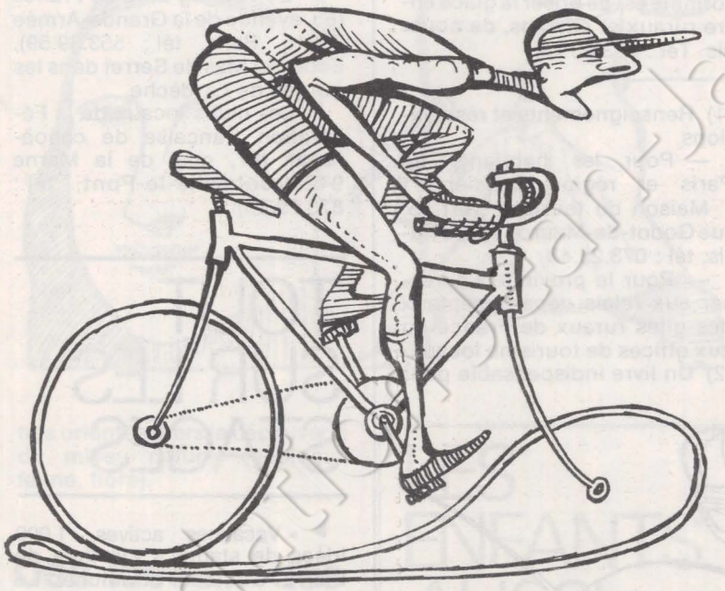
▶ Bicy-club de France (7, rue Ambroise-Thomas 75009) propose des sorties à la journée à partir de ses centres régionaux : Abbaye de Solignac en Limousin, Château de Gué-Peau en Loire-Atlantique, Hameau de Pechmergue en Aveyron et Olbreuse dans les Deux-Sèvres.

▶ Dans plusieurs régions de France, on peut louer des vélos. Se renseigner auprès des Offices de tourisme départementaux.

Le tandem train-vélo

La S.n.c.f. met à la disposition du public des bicyclettes dans quelque 77 gares moyennant 15 francs par jour avec une caution de 100 francs et une pièce d'identité. Une précaution : réserver à l'avance car les bicyclettes-S.n.c.f. ne sont pas encore très nombreuses (téléphoner ou écrire au chef de gare). Un détail pas tout à fait accessoire : les engins en question — des Peugeot cadre mixte avec selle et guidon réglable ne sont pas très perfectionnés : à déconseiller aux amateurs de longs périples...

La S.n.c.f. édite un dépliant « Train + vélo » qui précise la liste des gares concernées (disponible dans la plupart des villes).



Ailleurs à bicyclette

▶ Migrator (25, rue des Boulangers 75005 Paris) propose cet été un voyage à bicyclette dans les Aurès en Algérie. Ca va chauffer...

▶ Nos voisins européens mettent des vélos à la disposition des touristes. Se renseigner dans leurs offices de tourisme respectifs.

Finlande : 13, rue Auber, 75009 Paris.

Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris.

Hollande : chemins de fer néerlandais, 23, boulevard des Italiens, 75001 Paris.

Irlande : 1, rue Auber, 75009 Paris.

GENTILS SAFARIS

A l'intention de ceux qui ne feraient pas de mal à une mouche. Pas question ici de tirer le lion ou la gazelle au Zaïre (mais non, on ne vise personne !). Sans aller si loin on peut chasser des animaux « bien de chez nous » (il en reste encore de sauvages, même des fauves) pour moins cher. Et surtout sans fusil. Juste avec un appareil photo et si possible un bon téléobjectif — 200 mm au moins. Et beaucoup de patience... Le matériel peut se louer. Mais si vous craignez la solitude du chasseur de fond vous pouvez aussi pratiquer le safari-photo en groupe. La chasse photographique est en effet au programme de nombreuses associations de loisirs et elle se pratique de plus en plus dans les parcs naturels régionaux ou nationaux.

Quelques safaris-photos

Deux stages U.c.p.a. :

▶ Deux semaines dans le parc national des Ecrins (fin juin - début juillet). Hébergement en chambres de 4 à 8 personnes. 740 F.

▶ Safari photo pour plongeurs sous-marins. Hébergement dans un ancien fort de la Marine près de Marseille. 470 F la semaine en mai, juin, juillet. 600 F en août.

▶ Safari en Savoie (Maison du Val-Cenis 73480, Lanslebourg ou Maison de la Savoie. 16 bd Haussmann 75009 Paris, tél. 246.59.26).

▶ Quinze jour de chasse aux images dans la Vanoise. De juin à septembre. Hébergement en refuge. 450 à 520 F. Possibilité de randonnée équestre.

A lire avant la chasse

▶ La chasse photographique de Jean-Marie Baufle et Jean-Philippe Varin (Hachette). Le manuel du parfait chasseur de photo. Pour les débutants... et les autres.

▶ Les mammifères sauvages de France par André Brosset (Fernand Nathan).

▶ Les guides de chez Delachaux et Niestlé sur les oiseaux, les fleurs, les animaux. Un seul inconvénient : leur prix.

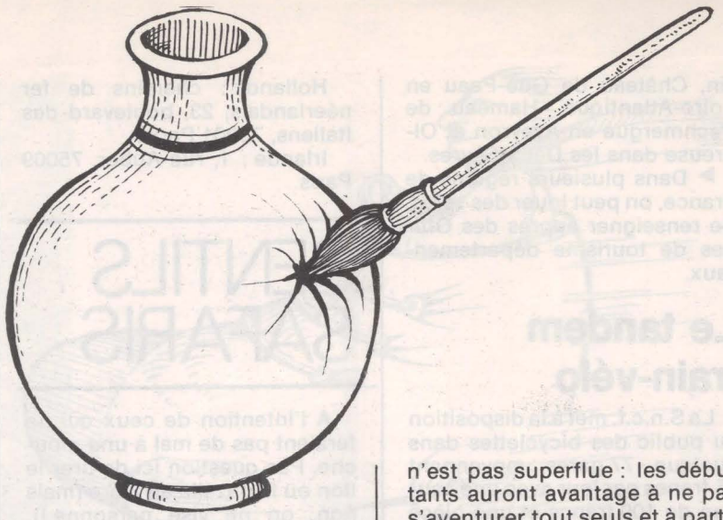
A LA FERME

S'éveiller matin au chant du coq, assister à l'étable à la naissance du veau et comme dirait Bedos « pouvoir enfin becquetter des produits naturels »... ces joies des vacances vertes ne sont pas l'apanage de ceux qui vont chez l'oncle de la campagne. Même si le séjour chez les parents et amis reste l'hébergement privilégié des Français en vacances (37 %). Que les malheureux citadins qui n'ont pas le moindre cousin au vert ne se désespèrent pas : les portes de la ferme ne leur sont pas fermées. Différentes formules d'hébergement en milieu rural sont possibles (1).

▶ Le gîte rural : il en existe près de 23 000 dans plus de 4 000 villages et 85 départements. Ces gîtes sont des logements indépendants à louer à la semaine.

→





Le prix — toujours modéré — est basé selon des normes de confort très précises. Une cinquantaine d'annuaires régionaux ou départementaux donnent tout renseignement sur leur localisation, leur composition (nombre de pièces, de lits), leur prix en saison ou hors saison, les possibilités de loisirs à proximité.

Attention : la Fédération des gîtes de France signale que dans de nombreuses régions très touristiques (littoral, montagne) beaucoup de gîtes sont déjà complets pour juillet-août.

▶ Les chambres d'hôte (2). Aménagées en fonction de normes contrôlées, ces chambres chez l'habitant se louent à la nuitée. Elles sont l'équivalent des britanniques « bed and breakfast ». Leur inconvénient : encore trop rares... Beaucoup de fermes pratiquent en même temps la formule « table d'hôte ».

▶ Le camping à la ferme. Tarif à la semaine variable selon le confort des équipements sanitaires et la superficie. Rien à voir avec l'entassement des campings estivaux au bord de la mer. Téléphoner pour réserver.



N'oubliez pas que :

▶ Les agriculteurs qui vous reçoivent ne sont pas des professionnels du tourisme : inutile d'attendre d'eux les mêmes services qu'à l'hôtel...

▶ L'important est de s'intégrer le mieux possible à la vie de la ferme. Si l'hébergement à la ferme constitue pour l'agriculteur une source de revenu complémentaire (et pour vous une possibilité de vacances économiques) l'intérêt essentiel de la formule est de briser la glace entre ruraux et citadins, de nouer ris. Tél : 073.25.43.

---

(1) Renseignements et réservations.

— Pour les habitants de Paris et région parisienne : Maison du tourisme vert 35, rue Godot-de-Mauroy 75009 Paris. tél : 073.25.43.

— Pour la province s'adresser aux relais départementaux des gîtes ruraux de France ou aux offices de tourisme locaux.

(2) Un livre indispensable pour qui veut loger à la ferme : « Vacances à la ferme » de Roger Picherie et Michel Smith (Balland). Un annuaire détaillé et illustré de photographies.

EN CANOË

Des rivières non polluées, ça existe encore. Et toutes ne sont pas torrents bondissants mais gentils cours d'eau bien tranquilles : les amateurs de canoë-kayak ne sont pas tous des casse-cou, loin de là. Un minimum (tout de même), savoir nager. Et une certaine initiation n'est pas superflue : les débutants auront avantage à ne pas s'aventurer tout seuls et à participer aux stages organisés par :

▶ L'Union des centres de plein air (U.c.p.a. 62, rue de la Glacière, 75013 Paris, 336.05.20.

▶ Le Touring Club de France (65, avenue de la Grande-Armée 75016, Paris, tél : 553.39.59). Ecole du Mas de Serret dans les gorges de l'Ardèche.

▶ Les clubs locaux de la Fédération française de canoë-kayak (87, quai de la Marne 94230 Joinville-le-Pont, tél : 873.79.25).

TOUT SUR LES STAGES

▶ « Vacances actives, 1 000 idées de stages » : le livre de Pierre Goulene et Michel Le Corre (édité chez Balland) constitue un guide exhaustif sur tous les stages du tissage, au yoga, en passant par les randonnées (pédestres, équestres, etc.), la plongée sous-marine ou le vol à voile et on en passe.

▶ « Les stages d'artisanat en France et à l'étranger » de Martine Grapas et Jacqueline Pradeau (Seghers). Non seulement la liste des stages par département et par pays, mais aussi la description des diverses techniques, les débouchés à attendre, les raisons de certaines déconvenues.

Paresseux s'abstenir

L'Association Etudes et Chantiers (33, rue Campagne-Première, 75014, Tél : 325.15.61) organise à l'intention des jeunes à partir de 14 ans des vacances (très) actives. Et utiles. Il s'agit de participer à des chantiers. Pas seulement pour restaurer de vieilles pierres, châteaux ou villages en péril. Mais aussi pour lutter contre la pollution des rivières (en Bretagne), remettre en valeur des espaces boisés (dans le Nord), baliser des sentiers de grande randonnée (Sud-Est et Bretagne), etc.

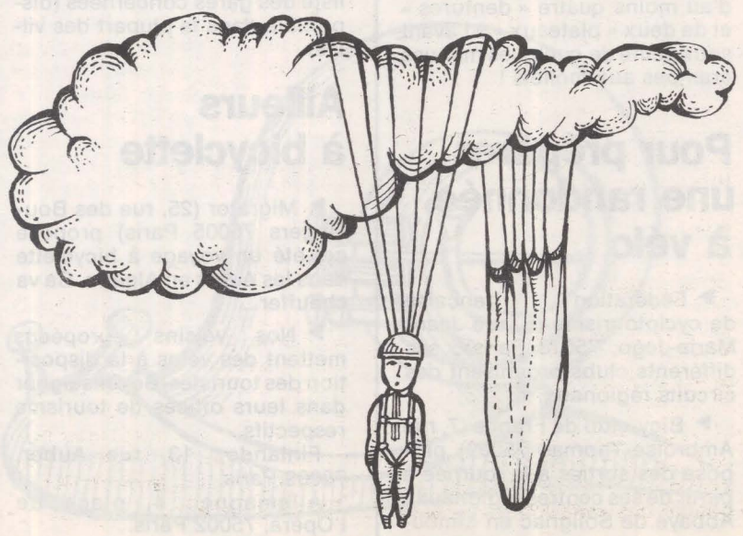
Poterie à Pérouges

Serge Pillard, (Cité de Pérouges. 01800 Meximieux, tél : (74) 61.01.27), potier de son état, enseigne son art au cours de stages (durée 10 jours) de juillet à septembre. Le nombre de stagiaires est d'une dizaine au maximum par session. Six heures d'enseignement par jour. La maison réservée aux stagiaires domine la plaine de l'Ain et les monts du Jura.

Hebergement spécial couple ou en dortoir de six. Prix : environ 500 F sans les repas.

Au fil de l'air

Non, le parachutisme n'est pas le plus dangereux des sports. Dans les statistiques des assurances, il vient après le ski et l'équitation. Surtout quand il est pratiqué par des civils : non pas pour se prouver qu'on est un homme (ou un surhomme) mais pour acquérir la technique de ce sport avec un maximum de sécurité. Au centre-école de Bergerac, l'un des plus réputés de France, l'U.c.p.a. **(voir notre encadré)** organise des stages de



QUELQUES BONNES ADRESSES

*** Occaj, 9, rue de Vienne 75008, tél. 296.15.02. Des idées à revendre.**

*** Union des centres sportifs de plein air, 62, rue de la Glacière 75013, tél : 336.05.20. Un encadrement sportif de premier ordre et de l'imagination.**

*** Association Découverte du Massif Central. Renseignements : Maison d'Auvergne, 53, avenue Franklin-Roosevelt 75008, tél : 225.37.99. Des formules intelligentes adaptées à tous les âges et à toutes les bourses.**

*** Fédération unie des auberges de jeunesses, 6, rue Mesnil, 75016, tél : 553.16.95. Pour avoir la liste de ces auberges et des stages organisés à partir des centres régionaux.**

*** L'Association nationale pour le tourisme équestre et l'équitation de loisir, 12, rue du Palais-Royal 75003, tél : 277.48.56.**

*** La Fédération nationale des clubs Léo-Lagrange, 21, rue de Provence, 75009, tél : 824.63.01.**

*** Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (Claj) 3, rue Victor Massé, 75009, tél : 874.75.44.**

*** Club alpin français, 7, rue La Boétie 75008, tél : 265.54.45.**

*** Touring-club de France (sections voile, canoë, randonnée, etc.) 65, avenue de la Grande-Armée, 75016, tél : 727.51.89.**

*** Les maisons provinciales à Paris : Pays basque : 10, rue Dubon, tél : 224.98.87. Périgord : 30, rue Louis-le-Grand, tél : 742.09.15.**

Pyrénées : 24, rue du Quatre-Septembre, tél : 742.21.34.

Savoie : 16, bd Haussman, tél : 246.53.14.

Bretagne : 3, rue du Départ, tél : 326.27.00. Lozère : 4, rue Hautefeuille, tél : 033.26.64.

Et encore... les offices départementaux de tourisme, les parcs naturels régionaux et nationaux, etc.

deux semaines (1 000 F voyage non compris). Les débutants effectuent en tout une dizaine de sauts après une préparation extrêmement sérieuse. Et ce sport n'est pas plus celui d'une élite que l'apanage de la gent masculine : un tiers des stagiaires accueillis par l'U.c.p.a. à Bergerac sont des femmes.

L'ecologie sur le terrain

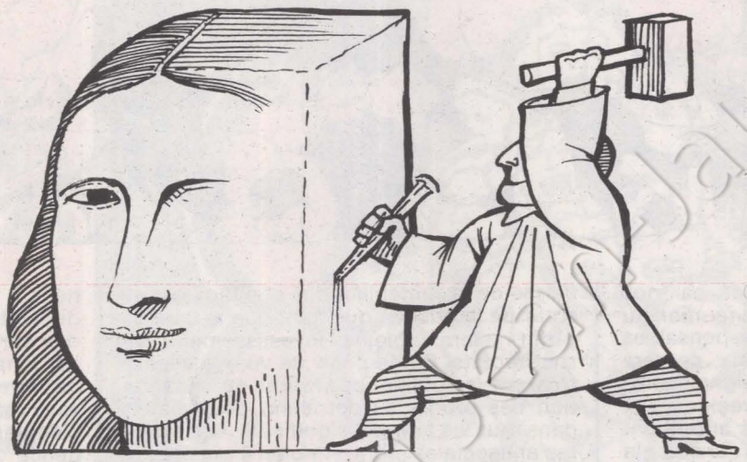
L'Association pour la découverte de la nature (4, rue Paul-Gervais 75013, Tél. : 535.17.14) anime trois stages d'initiation de deux semaines du 17 juillet au 29 août en Haute-Savoie. L'éclectisme scientifique y est de rigueur : de la biologie à l'astronomie en passant par la forêt et l'équilibre écologique (place et intervention de l'homme). Des manipulations simples doivent permettre à tous d'aborder les thèmes choisis sans qu'aucune formation scientifique préalable ne soit nécessaire. Hébergement : 120 F ; stage : 330 F.

Modelage en pays cathare

Le stage se déroule à Fanjeaux près de Carcassonne jusqu'au 15 septembre. Douze personnes par session. Age minimum seize ans. Hébergement en chambres de deux ou quatre personnes. Les repas sont pris en commun. Prix : de 900 F (deux semaines) à 1 700 F (un mois) tout compris. Autres stages organisés : tissage, peinture, forge. Inscriptions : L'Atelier, Raymond Dreux, 11270 Fanjeaux .

Séjours verts du premier au troisième âge

L'Association Plein-Air Vercors (3, place Macel. 26100 Romans, tel : 16 75 02.74.10) organise des randonnées pédestres orientées vers la découverte du milieu naturel (géologie, faune, flore).



Des idées... des stages...

A cheval.

▶ Une semaine à Saint-Laurent-d'Olt en Auvergne. Initiation et perfectionnement : 840 F, tout compris. Age minimum : 18 ans. Inscriptions : Domaine de la Naxe, 12560 Saint-Laurent-d'Olt, Tél. : 15 (65) 46.41.33.

▶ Attelages de Bretagne (tél : (96) 29.09.65 à Rostronen) propose un week-end équestre avec trois nuits en gîte : 500 F environ tout compris.

Menuiserie en Morbihan

A Evriguet, petit village de 250 habitants, près de Ploërmel, M. Frémion (place de l'Eglise, tél : 97.22.82.20) anime des stages d'initiation et de perfectionnement. Six à sept stagiaires par session. Confort limité, mais camping gratuit. Environ 400 F (sans les repas).

LES ENFANTS AUSSI

Pour les 10, 17 ans, l'O.c.c.a.j. **(voir encadré ci-dessus)** propose plusieurs formules de vacances pas comme les autres. Nous avons sélectionné deux d'entre elles.

▶ Trois semaines de « vacances sauvages » en Auvergne : la première à cheval, la deuxième en canoë, la troisième à vélo... et des activités artisanales. Logés sous la tente ou à la ferme, les enfants auto gèrent leurs vacances en participant à l'organisation quotidienne (marche, cuisine, etc). Chaque équipe est composée de 21 jeunes et 3 responsables.

Prix 1 640 F (tout le matériel est fourni) voyage compris. C'est un peu cher mais gageons que nos charmants bambins n'auront pas le temps de s'ennuyer...

▶ Un stage d'initiation à la mécanique. Du 15 au 29 juillet non loin du Touquet. Filles et garçons sauront tout sur le moteur à explosion 2 et 4 temps ! Au programme en plus vélo, équitation, piscine, etc.

Pour les savants en herbe

La Fédération nationale des clubs scientifiques (Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt 75008) propose aux jeunes de 10 à 20 ans 24 stages d'initiation scientifique. Les stages durent trois semaines (en juillet-août) et sont spécialisés par thèmes : écologie, géologie, technique aérospatiales, énergie solaire, astronomie, etc. Le matériel (binoculaires, microscopes, télescopes, récepteurs, etc) est bien sûr fourni. Un seul impératif : être curieux. Prix : environ 1 140 F, voyage compris.



Fondation Saint-Jules

JIMMY, JAMES, VALERY, ET LES AUTRES



« Nous nous sommes appelés par nos prénoms » : de la dernière réunion du club de sept gentlemen responsables des principaux pays occidentaux, ce sera peut-être la petite anecdote qui signalera les dates du 7 au 9 mai 1977. Ce week-end-là, Jimmy, James, Valy et quelques autres ont échangé leurs idées sur la crise qui ébranla le système capitaliste tout entier.

Voilà qui peut paraître bien futile. Hélas ! C'est que le message de la conférence ne nous apprend rien. Il répète, pour qui pourrait encore l'ignorer, que chômage et inflation sont la réalité économique quotidienne et que l'un se nourrit de l'autre. Il rejette le protectionnisme et souhaite le renforcement du système libéral, seul capable de favoriser le développement du commerce international. Il constate la dépendance du monde occidental en énergie et met l'accent sur le développement d'une énergie nucléaire contrôlée. Il déclare enfin que tout va être entrepris pour reprendre le dialogue Nord-Sud interrompu.

Rien de neuf, donc. Si l'on s'en tient à l'apparence, c'est vrai. Mais si l'on réfléchit un peu, on se rend compte de tout ce qui aurait pu être dit et qui ne l'a pas été. De la lecture du message des présidents, le non-dit est plus important que le dit. Or, que constatons-nous ? L'absence d'analyse sérieuse de la crise, un pessimisme sous-jacent qui contraste avec l'optimisme de commande de Rambouillet et de Porto Rico, enfin, malgré les affirmations verbales, la nécessité de faire face chacun pour soi aux déséquilibres de la balance en instaurant d'une façon ou d'une autre des contingentements.

Tout d'abord, l'absence d'analyse de la crise : on ne pouvait certes pas trop en demander, car c'est seulement depuis le début de l'année 1977 que les Allemands ont fini par reconnaître que la récession de 1974-1975 n'était pas uniquement conjoncturelle, mais qu'elle était la manifestation d'un phénomène beaucoup plus profond. L'explication officielle avancée met toujours au premier rang le problème de l'énergie et le quadruplement du prix du pétrole, mais à vrai dire personne n'y croit plus beaucoup. Les grandes entreprises savent très bien que la baisse de la rentabilité des capitaux est au cœur de la crise et que, tant que le taux de profit restera faible, les investissements seront réduits. De ce point de vue, le silence total sur les politiques sévères de restauration des profits au détriment des salaires dans tous les pays est significatif. Les mesures antisociales montrent bien leurs échecs mais, faute d'une solution de rechange, on préfère se taire et continuer. On oublie trop

PAR CHRISTIAN GOUX

souvent que le plan Barre n'est que l'application française de la politique économique du capitalisme multinational. Le Premier ministre français est donc tout à fait dans la ligne néo-libérale dont les Américains sont depuis toujours les champions.

Quant à l'absence de déclaration sur les problèmes monétaires internationaux et les taux de change, elle est significative de l'impossibilité de s'entendre sur ce point. N'oublions pas que, parmi les sept pays, trois sont riches et puissants (Etats-Unis, Allemagne, Japon), deux très faibles (Royaume-Uni et Italie) un en difficulté (France) et que ce qui arrange les uns pénalise les autres. Les déficits des faibles ne sont bien souvent que la source des excédents des forts.

Rien n'est donc résolu ou en voie de l'être et cela se sent dans les déclarations officielles ou officieuses. Les nouvelles économiques, en effet, ne sont pas très bonnes malgré quelques points positifs aux Etats-Unis. L'inflation à deux chiffres touche ou menace tous les pays sauf l'Allemagne. La consommation des ménages reste le seul soutien de la conjoncture, soutien éphémère vu les mesures de stabilisation du pouvoir d'achat. La concurrence internationale est sévère et les exportations de chacun en subissent le contrecoup. Les marchés financiers et boursiers traduisent d'ailleurs cette ambiance morose. Et par-dessus le marché le contexte politique est franchement mauvais, sauf aux Etats-Unis où le président Carter est assuré d'une certaine stabilité pour les quatre années à venir. Ainsi, chacun pense que les difficultés seront grandes et que si la crise des années 30 avait été exceptionnelle par son ampleur, celle des années 70 et 80 risque de l'être par sa durée. Car un problème nouveau est apparu, inconnu des dirigeants occidentaux entre les deux guerres : l'émergence du tiers monde et sa revendication non seulement sur le prix des matières premières, mais d'une manière plus générale pour une amélioration des termes de l'échange.

Enfin, l'affirmation trop souvent répétée du rejet du protectionnisme cache le problème peut-être le plus grave : celui du rétablissement des balances commerciales. On entend répéter sans cesse que chaque pays déficitaire doit équilibrer sa balance des paiements courants pour continuer à exister. C'est tout à fait vrai, mais ce que l'on oublie de dire c'est que la solution passe soit par le développement des exportations, soit par la réduction des importations. Les libéraux font semblant de croire que la concurrence, par sa seule vertu, permet un commerce international vigoureux et équilibré. Or, dans ce domaine, c'est la loi de la jungle tout au contraire. Les grandes firmes multinationales se livrent une bataille sans merci pour la conquête de positions de monopole et les affrontements sont maintenant tels qu'il n'est plus possible, sauf pour ceux qui sont déjà bien en place, de songer sérieusement à exporter. Alors, la seule voie possible risque d'être la réduction des importations. On comprend le tollé général que déclenche une telle attitude chez les grands groupes qui ne pourraient plus exporter tous azimuts. Mais à l'heure des choix les intérêts nationaux et multinationaux ne concordent pas toujours, même pour les Américains. Alors, chacun bâtit des barrières sans le dire, en criant bien fort le contraire et ce d'autant plus fort qu'il le fait sans vergogne. Les Etats-Unis sont passés maîtres dans cet art-là.

L'heure des messages et des discours est passée. Les faits vont parler haut et fort. Les présidents réunis à Londres le savent mieux que quiconque. Ils pensent qu'il vaut mieux faire semblant de croire aux vertus des rencontres. Mais ils ne trompent plus personne.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325